

M. le Président. Acte est donné du dépôt de ce projet de loi qui est renvoyé aux sections.

La parole est à l'honorable M. Dury pour poser une question au Gouvernement.

V. — *Questions posées par divers membres.*

M. Dury. Dir Hären, erlabt mer eng kleng Fro. Am November 1947 hat d'Regiong décidéert, datt all de'je neg, de' an der preisescher Wehrmacht gedengt hun, nemmen drei Me'nt misste bei d'Zaldote goen, dat hëscht, datt hir Dengschtzeit op drei Me'nt reduze'ert geng. De'selwecht Fro stellt sech fir de', de' bei der Heimatflak erugezu gi woren. Ech mengen, am Gesetz iwer d'Dommages de guerre hu mer de' zwo' Gruppe berücksichtiget. Ech mengen, et wär och eso' ze verstoen, datt de' Jongen och nemmen drei Me'nt Militär misste mâchen.

Eng zwët Fro. We'ni denkt den Här Staatsminister mat dem Gesetz iwer d'Staatsbeamten virun d'Chamber ze kommen? Mir hoffen, dass dat nach an deser Sessio'n erledegt get.

M. Dupong, Ministre d'Etat. Wat de' e'scht Questio'n ugët, kann ech net direkt eng Aentwert drop gin, well ech se nach examine'ere muss.

Wat de' zwët Questio'n ubelangt, ass dat Gesetz am Gang, ferdeg ze gin.

M. Bousser. Ech wollt d'Regiong froen, we'ni se gedenkt e Gesetzprojet iwer d'Privatbeamtenpensio'nen ze depone'eren.

M. Dupong, Ministre d'Etat. Mir sin domat am Gang.

M. Bousser. Hoffentlech werd et net me' we' e Mo'nt daueren.

M. Dupong, Ministre d'Etat. Nën.

M. le Président. Nous passons au premier point de notre ordre du jour, concernant le projet de loi sur le Pacte de l'Atlantique Nord.

M. le rapporteur Loesch a la parole.

VI. — *Projet de loi portant approbation du Traité de l'Atlantique Nord signé à Washington, le 4 avril 1949, par la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. — N° 266. — Rapport de la section centrale, discussion générale, lecture de l'article unique et vote sur l'ensemble par appel nominal avec dispense du second vote constitutionnel.*

M. Loesch, rapporteur. Messieurs, lors des discussions qui ont eu lieu dans cette enceinte au moment du vote du budget des Affaires étrangères et des observations sur le Plan Marshall, chaque parti a eu l'occasion de préciser son point de vue concernant la politique étrangère du Grand-Duché. En ce moment j'avais pu, au nom du parti chrétien social, condenser nos observations dans les termes suivants : « Notre parti considère que la politique étrangère du Grand-Duché doit être caractérisée ou dominée par quelques facteurs essentiels qui doivent être : Indépendance et intégrité du territoire, liberté et sécurité des Luxembourgeois. Notre gouvernement, ou plutôt nos gouvernements depuis au-delà une centaine d'années, se sont déjà inspirés de ces principes dans la politique étrangère qu'ils ont poursuivie.

Depuis 1867 jusqu'en 1914 la neutralité perpétuelle, inscrite au Traité de Londres, répondait à ces aspirations. Après la première guerre mondiale cette neutralité ne semblait revêtir qu'un caractère théorique, d'autant plus que les Etats signataires du Traité de Londres considéraient leur garantie comme inopérante. La Société des Nations, à laquelle notre pays donnait son adhésion, avait été créée dans l'enthousiasme de la victoire de 1918, mais les idées généreuses qui avaient présidé à cette création ne tardaient pourtant pas à se transformer en désillusions, au fur et à mesure que cette organisation perdait son caractère mondial et qu'elle prenait des décisions dépourvues de sanctions.

La guerre de 1940-1945 allait faire table rase de ces concepts de politique internationale et allait donner naissance à une nouvelle organisation, les Nations Unies. Par la Charte, signée à San Francisco le 26 juin 1945, les nations signataires, dont le Grand-Duché de Luxembourg, décidaient d'associer leurs efforts pour réaliser leurs desseins qui sont : « pratiquer la tolérance, vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, unir leurs forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales, accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun, recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples. » D'après l'article 1^{er} de cette Charte, l'Organisation des Nations Unies devait être « un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers des fins communes ».

Il ne nous appartient pas d'examiner si cette organisation a atteint les buts inscrits dans la Charte et a répondu aux espoirs que les peuples et les hommes de bonne volonté ont placés en elle. Le Luxembourg y a adhéré, et son adhésion a recueilli l'unanimité de sa population, puisque cette organisation lui apportait la confirmation de son indépendance, le renforcement de sa sécurité et le maintien de ses libertés séculaires. Dorénavant toute sa politique étrangère est liée à ces principes et lui dicte l'obligation de participer à des accords entendant les mettre en pratique.

D'où le souci et aussi la nécessité de signer le Pacte de Bruxelles, d'où le devoir d'apposer sa signature au Traité de l'Atlantique Nord, par lequel dix nations « réaffirment leur foi dans les buts et principes de la Charte des Nations Unies et leur désir de vivre en paix avec tous les peuples et tous les gouvernements ».

Point n'est besoin de développer les arguments en faveur de la nécessité de ce Traité. Depuis 1945 plusieurs pays, membres de l'Organisation des Nations Unies, ont estimé opportun de créer entre eux des pactes d'amitié, d'assistance mutuelle. Estimaient-ils insuffisantes les garanties inscrites dans la Charte et poursuivaient-ils le renforcement de leur sécurité? Ont-ils en vue d'autres buts non avoués? La section centrale, au nom de laquelle je fais rapport, n'avait pas pour mission de scruter ces intentions; elle entend uniquement relever l'existence même de tels pactes. Peut-on alors adresser des reproches à d'autres nations, libres et démocratiques, si elles poursuivent également le dessein de s'unir dans un but pacifique? Egalité et liberté pour tous les peuples, du moment que les principes de la Charte sont observés. Or, la compatibilité du Traité Atlantique Nord avec la Charte des Nations Unies ne saurait être mise en doute. L'article 52 de cette Charte — et je cite textuellement — « ne s'oppose pas

à l'existence d'accords ou d'organismes régionaux destinés à régler les affaires qui, touchant au maintien de la paix et de la sécurité internationales, se prêtent à une action de caractère régional, pourvu que ces accords ou organismes et leur activité soient compatibles avec les buts et les principes des Nations Unies». Or, l'un de ces principes, le droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, se trouve expressément inscrit à l'article 51 de la même Charte. Les signataires du Traité Atlantique Nord ont eu soin de le relever en termes formels et précis dans l'article 5 de ce traité.

La parfaite compatibilité des deux chartes découle encore d'une façon nette du préambule des deux actes, qui fait connaître l'état d'esprit des signataires et les buts poursuivis: Affirmer le désir de vivre en paix, pratiquer une politique de tolérance, sauvegarder la liberté des peuples et leur héritage commun, fondé sur les droits fondamentaux de l'homme, sa liberté et sa dignité, la valeur de la personne humaine, maintenir et renforcer les principes de la démocratie et le règne du droit, enfin unir leurs efforts pour la défense collective. Ces principes seront appliqués dorénavant dans la région de l'Atlantique Nord pour y favoriser le bien-être et la stabilité.

Une dernière objection, qui sera certainement produite contre ce traité et qui, aux yeux des contradicteurs, est la principale, résiderait dans le caractère même du pacte. On entend le présenter comme un acte à caractère offensif, dirigé contre une puissance déterminée, allant entraîner le pays ou plutôt tous les signataires de ce pacte vers une guerre inévitable. Il sera aisé de réfuter cette allégation qui n'a d'ailleurs pu naître que chez des hommes qui font abstraction des réalités et du texte clair et précis des conventions pour considérer les signataires d'un pacte international comme des gens qui poursuivent des desseins cachés et qui entendent camoufler ces desseins dans des formes juridiques.

Le caractère défensif du Pacte Atlantique Nord résulte à suffisance de droit des différentes dispositions de la convention. Déjà dans le préambule les signataires proclament leur désir de vivre en paix et leur souci de favoriser dans les régions de l'Atlantique Nord le bien-être et la stabilité. Ils se déclarent résolus à unir leurs efforts pour leur défense collective. Plus loin, à l'article 1^{er}, on parle du règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques. L'article 3 stipule le maintien et l'accroissement de la capacité individuelle et collective de résistance à une attaque armée. Les articles 4 et 5 emploient les termes de « menace » et « attaque armée » contre l'une ou l'autre des puissances signataires. L'article 6 délimite l'objectif de l'attaque armée. L'article 7 déclare que le Traité ne doit affecter en aucune façon les droits et obligations découlant de la Charte des Nations Unies, Charte qui à son tour proclame le désir de paix et l'intention des adhérents d'éviter un conflit armé.

De ces quelques dispositions et notamment des termes clairs employés par les signataires, il sera aisé de déduire l'objectif poursuivi par eux, c'est-à-dire la défense commune. Or, qui dit défense contredit l'idée d'une alliance offensive. Le texte du traité se trouve confirmé par l'intention des signataires et l'état d'esprit dans lesquels ils ont conclu la convention.

Dans sa dépêche au Conseil d'Etat le Gouvernement a eu soin d'insister sur le fait que le traité n'est qu'un pacte purement défensif qui n'est dirigé contre personne et qui ne sert qu'à créer aux pays signataires des conditions de sécurité

qu'aucun organisme international n'a été jusqu'à présent capable de leur garantir. Après avoir écarté ces objections, il ne resterait plus qu'à analyser le traité. Or, analyser la convention c'est en reproduire toutes ses dispositions qui sont pourtant claires, précises et formelles et ne laissent place à aucune interprétation. Cependant, la section centrale désire uniquement s'attarder à l'article 5 qui constitue la partie principale du traité. Combinée avec l'article 6, la disposition inscrite à l'article 5 prévoit une attaque armée contre l'un ou plusieurs des pays signataires, survenant en Europe ou en Amérique du Nord. Cette attaque peut être dirigée soit contre le territoire de l'un d'eux, contre les départements français d'Algérie, contre les forces d'occupation de l'une quelconque des parties en Europe, contre des îles placées sous la juridiction de l'une des parties dans la région de l'Atlantique Nord ou contre les navires ou aéronefs d'une des parties signataires.

Dès qu'une telle attaque se déclenche, elle est considérée immédiatement comme une attaque dirigée contre toutes les parties. Et dans cette hypothèse, il est convenu que chacune des parties dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnue d'ailleurs par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées. Cette assistance revêtira la forme qui sera jugée nécessaire, y compris l'emploi de la force armée.

L'article 11 ajoute que les dispositions à appliquer seront prises conformément au règlement constitutionnel respectif de chacun des Etats. L'attaque armée contre l'une des puissances n'entraînera donc pas automatiquement l'entrée en guerre des parties contractantes, mais déclenchera immédiatement un système de mesures politiques, économiques ou même militaires de nature à accorder au pays attaqué l'aide nécessaire de tous les signataires en vue de repousser cette attaque. Y a-t-il besoin d'ajouter que cet engagement donnera au pays attaqué toute garantie émanant des grandes puissances et avant tout des Etats-Unis d'Amérique, qu'il rassurera les peuples de l'Europe et leur inspirera confiance? Contrairement aux faits qui se sont produits dans le passé, cette garantie sera telle qu'elle fera réfléchir un agresseur éventuel et lui fera comprendre qu'en cas d'attaque il ne se trouvera pas en présence d'un adversaire isolé mais d'un groupe de puissances signataires d'un traité, disposant d'un potentiel d'armes et d'hommes très puissant.

Les autres dispositions du traité visent son organisation, l'adhésion de nouveaux membres, sa ratification et sa durée. Elles ne donnent pas lieu à interprétation ni à explications.

Pris dans son ensemble et, en considération de l'état d'esprit des signataires, de la situation politique actuelle dans le monde, le Traité de l'Atlantique Nord fournira au Grand-Duché de Luxembourg un supplément de sécurité et contient toutes les dispositions nécessaires pour la sauvegarde de son indépendance et de la liberté de ses sujets.

Considéré sous ce point de vue, ce traité auquel le Luxembourg a été heureux et fier d'apporter son adhésion, sera, à n'en pas douter, approuvé par le Parlement et, il faut l'espérer, par la grande majorité des Luxembourgeois. (*Très bien! auprès du parti chrétien-social.*)

M. Steichen. Dir Hären! De' lescht Joeren huet eis Chamber scho munnech international Ofmachong ratifiziert. Ower nach keng vun hinnen war an hiren direkte Folgen we' an hiren Auswirkongen op lang Sicht eso' schwerwiegend an eso' schwanger vu Geforen fir eist Land, fir seng

Zukunft a seng Existenz iwerhapt we' den Atlantik-Pakt, den eis haut virleit. D'Opgin vun eiser Neutralite't virun zwê Joer war schon de Broch mat enger vernünfteger Politik, de' sech trotz allen Avataren an der Vergangenhêt bewährt hat, an och nach haut fir e klenkt Land we' mir vill me' avantageux wâr we' d'Aschalten vun onsem Land an d'Krichsan imperialistesche Politik vun enger bestimmter Gro'ssmacht. Ower d'Emännerong vum Artikel 1 vun eiser Verfassung war dêmols oder hätt op jidde Fall könne sin, eng abstrakt Mesür. Si huet eis net gezwongen, Partei ze ergreifen dobaussen, an d'Verteidiger vun der Ofschafong vun eiser Neutralite't hun och dêmols ervirgehuewen, dass eis Souveränete't, dat hêschet eis Freihe't, sech praktesch fir d'Fortsetzung vun enger vernünfteger Neutralite'tspolitik ze entschêden gewahrt ble'f. Haut gesi mir deitlech genuch, dass schon dêmols d'Majorite'tsparteien mat dem Gedanken emgange sin vu militäreschen Ofmachongen an enger ganz bestimmter Richtong. D'Afe'rong vum obligatoresche Militärdengscht direkt nom Krich hat och kên anere Sënn. De' systematesch Virberêdong vun der Blockpolitik we' se haut am Atlantik-Pakt hire konkreten, a fir klang Länner we' onst, eso' verhängnesvollen Ausdruck fend, de' vun eiser Regirong schon zu London agelêt go'f, also zu enger Zeit, wo' nach keng Berliner Fro zur Debatt stong, beweist den aggressive Charakter, dên de' ganz Sâch huet. Eso' we' eis reaktionär Politiker metten an der Period vun der Nationaler Unio'n neischt anescht geduecht hun, we' se ze sprengen, an och haut neischt aneschter mâchen, we' d'Spaltong vum Letzeburger Vollek ze provozeren an ze verschärfen, eso' huet d'international Reaktio'n an un hirer Spëtzt d'amerikanesch Trusten, metten an der Period vun der Enekgê't vun de freien Natio'nen ge'nt den Hitler, schon dru geduecht, d'Jalon'en ze setzen fir de' Enekgê't ze sprengen an d'Welt a Blöck opzespalten. Mir Kommunisten hun hei an der Chamber, we' de Fünfer-Pakt an d'Marshall-Abkommen zur Debatt stongen, drop higewisen, dass de' Combinen net blo'ss sech wirtschaftlech ongenschteg fir eist Land auswirke gengen — de' verhängnesvoll Auswirkongen dervun a wirtschaftlecher Hinsicht zêchnen sech haut kloer genuch of — mä dass trotz aller Demagogie iwer angeblech wirtschaftlech Ziler an der Haptsach politesch a militäresch Absichten dênem Ofmachongen zugrond le'gen. Mir hun dêmols ervirgehuewen, dass de' Herrschaften, de' de Fünfer-Pakt an de Marshall-Plang gedeichselt hun, ons vun Dollare geschwat hun, ower u Kano'nen an Tanks geduecht hun, dass se eis wirtschaftlech Kollaboratio'n an eng nei wirtschaftlech Prosperite't virgemolt hun, ower a Wirklechkê't en neie militäresche Block virberêt hun, eben den Atlantik-Pakt, dên ons haut virleit. Et ass eso' komm, we' mir Kommunisten et viraus gesot hun. Wirtschaftlech weisen sech haut iwerall Krisenerscheinongen. Eisen Export no Amerika z. B. gêt zereck — an dir braucht dofir nemme bei eise Schmelzen nozefroen — den Handel vun eiser Zoll-Unio'n mat den östleche Länner, dé fir eis wirtschaftlech Prosperite't eso' no'twendeg ass, get sabotê'ert zum Schued vun onsem Land.

M. Schmit. A Russland ass et eso'!

M. Steichen. Wart dir schon do?

M. Schmit. Dat wêss all Mensch.

M. Steichen. Dir sot do Sâchen, de' dir net veräntwerte könn.

M. Schmit. Löst emol de' 14 Millio'ne Menschen eraus, de' der am Osten agespart huet.

M. Steichen. Ech hun nach kên agespart. De klenge Mann aus dem Vollek huet bis haut nach kên Dollar ze riche kritt. Dofir muss en ower he'ch Steiere bezuelen fir stänneg steigend militäresch Läschten. D'Atlantikpolitik, de' an der Aschaltong vun engem starke, kapitalistische West-Deutschland eng Me'glechkê't geseit, ge'nt d'Sowjet-Unio'n eng gefe'erlech militäresch Bastio'n ze schafen, schafft, we' mir Kommunisten hei op deser Plaz schon ausernê gedoen hun, eiser êgner nationaler Wirtschaft virof en neien a gefe'erleche Konkurrent. Eist Land get vun der amerikanischer we' vun der neier preisescher Konkurrenz an d'Zang geholl. Mir benefici'eren net emol wirtschaftlech vun der Atlantikpolitik, mir sin d'Affer dervun. Kên huet me' Ursach, sech iwer den Atlantik-Pakt ze frêen we' de' ehemaleg Nazi-Industriellen an Deutschland, de' erem ageschalt an opgefiddert gin, we' schon 1918 bis 1926. D'industriell Oprüstong vun West-Deutschland ass haut eng Tatsach. No enger offizieller Opstellong vun der Fachstelle «Stahl und Eisen» vun Düsseldorf, wor d'Produktio'n an der Bizone am Mo'nt März 752.349 Tonne Stol, iwer 90.000 Tonnen me' we' am Februar. An de' Steigerong hält weider un. D'Bizone huet de' lescht Zeit eng Rei vu Wirtschaftsvertrâg ofgeschlossen, z. B. e ganz bedeitenden mat Italien vun iwer 56 Millio'nen Dollar. Enner anerem si Liweronge vu Produkten vun der deutscher Schwei'erindustrie virgesin, de', we' a Fachkrêser zu London an zu Pareis ervirgehuewe get, ganz gutt vun anere westeuropäesche Länner hätte können ausgefe'ert gin.

Wat d'wirtschaftlech Auswirkongen vun der Marshall-Politik, vun dêr den Atlantik-Pakt jo nemmen en Ausfloss ass, op Westeuropa ubetrefft, mâchen d'Propagandisten vun der amerikanischer Politik bei ons de' sonderbarst Kapriolen, fir eis auszurechnen, dass mir dobei en Avantage hun. Et get der, de' behapten, d'Marshall-Hellef ge'f eis vrun der Arbeitslosegkê't schützen, an eso'guer eisen Handel mat dem Osten fördern. Et ass ower opfalend, dass d'amerikanesch Zeidongen de'seits dem Ozean aneschter jugê'eren. De' hun offenbar net no'twendeg, op dêm Gebitt Séchercher ze erzielen. Eso' schreift d'«New-York Herald Tribune» deser Dég enner dem bezêchnenden Titel «D'zwê't Marshall-Joer get nach me' schwierig», dass, wann net det Joer dat realisé'ert get, wat 1948 geplangt war, ower net durchgefo'ert go'f, «d'Zukunft vun der europäescher Wirtschaft düster genuch» erschengt, dass nach kê wirkleche Programm vun der europäescher Zesummenarbecht opgestallt ass, an dass all Grondproblemer nach net me' weit gele'st sin we' zejoer. De' amerikanesch Zeidong weist dann hin op de' nei Schwierigkê'ten, de' elo optauchen, an zwar d'Krisis an Amerika, de' sech schons weist, an da weider d'Finanzirong vun de Rüstongen an den Atlantikblocklänner. «Enner der Auswirkung vun dem Falen vun de Preisser an de Profiter an Amerika ass et me'glech, dass verschidden Interessengruppen en Drock op Washington ausüben, fir de Kongress derzo' ze brengen, dass d'Fongen vun der Marshall-Hellef reservé'ert gin fir den Ukaf vu Wueren, de' Amerika zevill huet. De Marshallplang geng an dêm Fall derzo' dengen, der amerikanischer Landwirtschaft an Industrie verkaptte Subventio'nen ze gin an un Europa Almosen auszedêlen, de' ofgeholl musse gin, so' we' se sin no der aler Regel, dass Hêscheleit net d'Recht hun, ze wielen. «Mat dem Atlantikpakt,»

so' schreift d'Zeidong weider, « kann den Oprüstungsplang nemmen zu seriöse Spannungen an der Wirtschaft we' an de Finanzen vun de Marshall-Länner fe'eren. Egal wo' d'Waffen an d'Munitio'n och fabriziert gin, si beanspruche Rohstoffen, Arbecht, Transportkäschten a Finanz'erongsmittel, de' o'ni dat an der ziviler Rekonstruktio'n agesat könnte gin. » An engem Bericht, den d'Wirtschaftskommissio'n vun der ONU deser Dég erausgin huet, get festgestellt, dass d'Arbeitslosegkêit an Europa beängstegend Ausmössen unhelt, besonnesch an der Bizone, an Italien an a Belgien, an dass an der Zukunft mat enger weiderer Verschärfong ze rechnen ass, we'nt dem Sänken vun der Produktio'n. Déselwechte Bericht get un, dass den Defizit vun de Ma shall-Länner ge'ntiwer Amerika 1948 iwer 3,6 Milliarden Dollar bedre't, dat sin 162 Milliarde Frang. D'Einfuhr aus Amerika ass em 45% me' he'ch we' 1938, während d'Ausfuhr no Amerika gesonken ass. Wat de Reckgang vum Handel mat dem Osten vun Europa ugêit, präzisiert de Bericht, dass et e Resultat ass vun der Lizenzpolitik vun den U.S.A., de' sech « vu politeschen a militäresche Konsideratio'ne lède le'sst. » De' Stëmme a Berichter vu Leit, de' net Kommuniste sin, klengen anescht we' de' Luefriede, de' hei bei ons op de Marshall-Plang gehale gin. Si bestätigen dat, wat mir Kommunisten vun Ufank un ervirgehuewen hun. Mä d'wirtschaftlech Reperkussio'nen sin nemmen en Dêl vun dêr Gefor, de' fir ons mat der Atlantikblockpolitik verbonnen ass. Den Atlantik-Pakt ass, an dat muss hei ervirgestrach gin, en terribel konkrete militäresche Pakt. Wa mir e ratifizieren, ennerschreibe mir net blo'ss e Glaubensbekenntnes zu deser oder dêr Wirtschaftspolitik, zu deser oder dêr Weltanschauong, mä mir engage'eren ons zu ganz präzisen militäresche Verpflichtongen. Mat dem Atlantik-Pakt iwerhuele mir d'Charge vun engem Krich, den imperialisteschen Interessengruppen haut virbereden — a si hun et eso'guer ganz eileg — an de' an der Ligne leit vu mächtige kapitalistesche Bestriewongen, eis Jungen un d'Front ze schecken. Dat ass, op den einfachsten Nenner reduziert, de wirkliche Sënn an de wirklichen Inhalt vum Atlantik-Pakt, op jidde Fall fir ons. Ennersiche mer emol e we'neg, watfir konkret Verpflichtongen den Atlantikpakt ons operlêt.

Am Artikel 3 hêscht et, dass « d'Partner, ênzelt oder zesammen, stännege an effektiv, durch d'Entweckelung vun hiren êgene Ressourcen we' durch gegenseitig Hellef hir militäresch Kraft halen a verstärken. » An anere Wieder hêscht dat, dass d'Länner vum Atlantik-Pakt, an dobei och onst Land, weider oprüsten, hir Arme' weider ausbaue müssen. An dêr Ligne huet ons Regirong scho virgebaut.

D'Ausgabe fir eis Arme' sin nach all Jor gestigen. Mir hu vrun ons eng Period, wo' d'Militärläschte stännege steigen a folglech, fir den Zweck, emmer me' Steiere vum Vollek eragedriwe musse gin. E weidert Resultat ass, dass d'Verscheldong vun eisem Land ge'ntiwer Amerika zo'helt. Bekanntlech huet eis Regirong am März d'Demande mat ennerschriwen un d'USA, fir vun de Waffen a Krichsmaterial gepufft ze kre'en. Offensichtlich fe'ert de' Entwecklung net zum wirtschaftlechen Opstig vun onsem Land. Mir könnten ons Steiergelder, de' d'Vollek vum no'twendegste bezuelt, fir ganz aner Sâchen huelen we' fir eng Oprüstong, de' ons neischt abrengt. Ech denken do un ons Rekonstruktio'n am E'slek, de' nach emmer net ofgeschloss ass, un eis Mettela Klengindustrie, de' an d'Krisis eraschliddert, un eis Sozialrentner, de' Hunger leiden.

Den Artikel 5 vum Pakt präzisiert eis Verpflichtongen am Fall vun enger « Aggressio'n » ge'nt ê vum de Partner. Et hêscht do : « E bewaffneten Ugreff ge'nt ên oder e pur (vun de Partner), an Europa oder an Nordafrika, ass ze betruechten als en Ugreff ge'nt allegur, a folglech erklären sech all d'accord, wann eso' en Ugreff stattfindet, an der Ausübung vun hirem Recht op Selbstverteidigung, dat durch den Artikel 51 vun der Charte des Nations Unies unerkannt ass, den oder de' ugegraff Partner ze ennerstëtzen, dodurech, dass se so'fort jidderê fir sech, an d'accord mat dénen aneren, de' Aktio'n ennerhelt, de' se fir ne'deg fend, mat abegraff den Asaz vun der Force armée. » Me' einfach ausgedrêckt hêscht dat, dass, wann z. B. Amerika sech, meinetwegen zu Berlin oder a Griechenland ugegraff fillt, mir eis Truppe müssen asetzen.

Den Text verdengt et, dass ên hien e we'neg me' genau ennersicht. D'Protagoniste vum Atlantikpakt soen ons, dass onst Land an dem Fall emmer nach seng Souveränete't huet, dass enner Emstänn d'Chamber nach ze décide'ere kritt. Tatsächlich ass am Pakt den automateschen Déclenchement vum Krichsasaz durch de' ênzelt Länner net virgesin. Ower ofgesin dovun, dass an enger zo'gespetzter Situatio'n, we' se engem Krichsausbroch virausgêit, eis jetzeg Regirong ganz gutt emstand wär, d'Abenteuer och o'ni vorherig Konsultatio'n vun der Chamber lasszelössen (vleicht kre'che mer he'chstens 6 Wochen oder 6 Me'nt derno d'Sâch ze ratifizieren), spilt den Arrangement am Pakt nuren zu Gonschten vun dem Stärksten, an dat ass Amerika.

D'USA reserve'eren sech hir Handlungsfreiheit fir de Fall, wo' z. B. Deutschland ons erem geng ugreifen. Den Atlantikpakt bend de' Kleng un de' Gro'ss. Net emgeke'ert. En engleschen Delege'erten um Fridenskongress d'O'schteren zu Pareis huet dat durch folgend kleng Geschichte illustriert : E Beierchen hat sech e Ste'er kaft, a fir en hêm ze fe'eren, huet hien him e Sêl em den Hals geluegt, dat hie sech selwer em d'Hand gebonnen huet. Ennerwé fänkt de Ste'er un ze beselen. « Wuer lêfst du eso' se'er? » frot ên de Bauer, den eben huet misse matheselen. « Frot de Ste'er, » huet de Bauer him geäntwert. Eh bien, mir sin durch den Atlantikpakt un e ganz rosene starke Ste'er ugestrêckt, a solid. An a wat fir enger Richtong hie lêft, dat décide'ere mir net.

Et ass bezêhnend, dass am Pakt mat kenger Silb Rieds gêt vun Deutschland als engem me'glechen Ugreifer. Dat ass net en einfachen Oubli. Et ass geplangt, Westdeutschland anzuschalten an den neie Krichsblock, « ob dat agestane get oder net », eso' schreift de Leitartikel vum « Monde » de 6. Abrel. « d'Oprüstong vun Deutschland leit am Atlantikpakt we' de Keim am Ê. » Et handelt sech net em e Pakt ge'nt en Ugreff seitens engem neie militaristeschen Deutschland, mä em d'Schafong vun enger gemeinsamer Front mat de westdeutschen Nazien. An och mat de Francofaschisten, dénen Amerika haut schon Anleihe bewellegt huet. D'« Times », d'Zeidong vun der englescher Gro'ssbourgeoisie, huet den 28. Abrel geschriwen : « D'Politik, Spuenie weider auszuschalten, ass net real a verfêlt emmer hirt Zil. Si ass net real, well, wann e Krich ausbrecht oder droht an Europa, get Spuenien direkt invite'ert, dem Atlantikpakt beizetrieden, mam Franco oder o'ni Franco. De' Politik ass eng Heuchelei, well mir an de Pakt Portugal ophuelen, dat secher keng Demokratie ass, an Italien, dat am leschte Krich ge'nt ons wor. »

Bei der leschter Ofstemmong an der UNO iwer en Antrag, Spuenien anzuschalten, huet onse Vertrieeder sech nuren ent-

halen, wat beweist, dass eis Regirong op jidde Fall net derge'nt ass, dem Franco d'Hand ze rächen. Si schummt sech nuren nach e we'neg, et elo schon anzegestoen. De' Kombine mat Leit, de' am leschte Krich mat de Preise waren, an de' eso'gur ons Ministeren, 1940, op der Durchrés net grad mat Hänschen ugepakt hun, beweisen et iwigens, ge'nt wien den Atlantikpakt sech richt. Am Sprechwuert hèscht et: « Sage mir, mit wem du umgehst, und ich sage dir, wer du bist. »

Ênt ass secher, den Artikel 5 vum Pakt verpflichtet onst Land zu militäresche Massnahmen, zur Matbedelegong um Krich, wa seng gro'ss Partner dat fir richtig fannen. Den Artikel 6 präzise'ert de' Fait'en, de' als Ursach zum Krich denge können. Hir Opzielong beweist, we' gefe'erlech, we' konkret de' ganz Kombinatjo'n ass. Et hèscht do: « Als Ugreff ge'nt d'Territorium vun engem oder me' Partner, get betruecht: E bewaffneten Ugreff ge'nt d'Territorium vun engem vun hinnen an Europa oder an Nordamerika, ge'nt d'franse'sch Departementer an Algerien, ge'nt d'Okkupatio'nstruppen an irgend engem Dêl an Europa, ge'nt Inseln, de' enner der Juridiktio'n vun engem vun de Partner am Nordatlantik stin, oder ge'nt Schëffer oder Flieger vun de Partner an der selwechter Regio'n. » Der Provokatio'nspolitik get domat d'Dir gro'ss opgemâch. Mir wëssen, dass de', de' op e Krich lass-schaffen, emmer e Prétexte fannen, an dass mir dobei net gefrot gin, dass ons Regirong de Fall net ze ennersiche kritt. D'Krichsdreier hun, wann se de Moment fir genschteg fannen, schon eng Ursach, fir sech ugegraff ze fillen, a wann se sech och scho selwer müssen e Krichsschëff versenken oder e Flieger erofsche'ssen, irgendwo' un der Zonegrenz. Den Atlantikpakt verpflichtet ons eben, blannemännchens d'Abenteuerpolitik vun anere matzemâchen a fir d'Interêt'e vun anere Leit ons Jongen an d'Feld ze schecken.

Wat fir eng Roll hun ons militäresch Kräften an dem Fall ze spillen? Den Artikel 9 lét d'Schafong vun engem Comité de Défense fest, den sech em d'Ausfe'orong vun de militäresche Massnahme kemmert, de' an den Artikelen 3 a 5 präzise'ert sin. Et kann ê schon elo, o'ni dass mir de' ênzelt Detailer kennen, soen, dass eise letzeburgische Colonel dobei net vill ze soen huet. Eis Oprüstong hu mir ze mâchen, we' e frieme Generalstab et fir ne'deg fend — dat nennt sech dann d'Standardisierong vun de Waffen — an eis Jonge kommen enner de Kommando vun engem Quartier général, an dem amerikanesch Generél de' e'scht Gei spillen. Schon haut tauchen iwerall amerikanesch Militärmissio'nen op. Vun onser Souveränete't op militäreschem Gebitt bleibt neischt iwreg. He'chstens, dass mer selwer alles bezuele können.

An der Haptsâch bestêt d'Aufgab vun ons a vun onsen Nopeschlänner am Fall vun engem Krich dodranner, Zaldoten ze stellen. En einflussreichen Amerikaner, de Präsident vun der Kreditkommissio'n vum Repräsentantenhaus, Cannon, huet kirzlech bei der Debatt iwer den Aviatio'nsbüdet vun den USA ausdrecklech beto'nt (ech zite'eren nom « Monde » vum 26. Abrel):

« Dans la prochaine guerre comme dans la dernière armons les soldats des autres nations et laissons les envoyer leurs fils à l'holocauste au lieu des nôtres... nous détruisons les centres d'opérations et ensuite nos alliés envront leurs armées, et d'autres garçons, pas les nôtres, occuperont le terrain. »

De « Monde » fügt bei, dass de Cannon dat hart gesot huet, wat vill aner lues denken, domat stêt am Einklang, dass de

Krichsbüdet vun Amerika virun allem op den Ausbau vun der Flugwaff ausgerichtet ass. Wat fir eng Roll onsem Land zo'gewisen ass, dat sêt eng gro'ss amerikanesch Zeidong: « US-News and World Report », de' d'Sprachrohr ass vum amerikaneschen Aussenministerium, den 8. Abrel: « La Belgique, le Luxembourg et la Hollande ont peu de valeur militaire réelle en cas d'une grande offensive russe, sauf en tant qu'avant-poste de 165.000 soldats qui pourraient ralentir quelque peu le rythme de l'avance soviétique, gagnant ainsi du temps pour une contre-attaque ultérieure. »

Mir si grad gutt genug, eis Jongen als Kano'nefudder ze stellen. Dass de Plang vun dénen, de' am Atlantikpakt kommande'eren. Dass dat ênzelt Resultat fir ons vum Atlantikpakt. Schon eleng dofir stëmme mir derge'nt. Et ass bedauerlech, dass eis Regirong net versicht huet, eis Jugend aus dêr Servitude eraus ze halen. Wann si drop gehalten hätt, an net blannemännchens, jo eso' begêschtert alles ugehall hätt, wär et o'ni Zweifel me'glech gewiescht, d'Amerikaner derzo' ze brengen, op den Asaz vun onser Arme' ze verzichten, eso'gur bei der Bedelegong um Atlantikpakt. Island huet z. B. de' Virzugsbehandlong kritt. Et wär scho vill, dass mir hinnen onse Flugplatz fir de Krich arrange'eren, an dat kascht ons deier genug.

Wa mir de' Rieden he'ere vun dénen, de' ons den Atlantikpakt opschwätze wëllen oder d'Artikele liesen, de' d'Atlantikpress publiziert, fällt engem op, dass si nure vun der « Verteidigung » rieden. Si sichen eso'gur ons weiszemâchen, dass d'Existenz vum Atlantikpakt eleng scho genüge geng, fir de Fridden ze secheren, an dass seng militäresch Verpflichtongen ni breichten ausgefe'ert ze gin. Tatsächlich hèscht et am Préambule vum Pakt, dass et de Wunsch ass vun alle Partner « a Fridd ze liewe mat alle Völker an alle Regirongen ». Mir halen ons le'wer un Tatsachen, a mir trauen dénen net, de', fir hir fridlech Gesennong ze beweisen, sech 6 Revolvere emhänken, an all Dag dermat durch d'Strössen parade'eren.

Am Antikominternpakt, dé vrun 13 Jor zur Virberêdong vun Hitler sengem Weltkrich geschäft go'f, huet et och am Artikel II textuell gehêsch: « Die Regierungen des Paktes weisen darauf hin, dass er keine geheimen Ziele verfolgt, gegen kein Land gerichtet ist und allen Staaten zum Beitritt offensteht. » A sengem Kommentar derzo' huet de Goebbels gesot: « Das Abkommen bildet einen wertvollen Beitrag zum Frieden... nicht die Paktstaaten haben die Sowjetunion herausgefordert, sondern diese hat durch eine ununterbrochene Kette von Provokationsakten die ganze Welt auf tiefste beunruhigt. », an de Ribbentrop huet démols gesot: « Das Abkommen setzt der Einmischung der Komintern in die inneren Verhältnisse der Nationen ein Ende. » Wann der amplatz vu Komintern Kominform setzt, könnt der dat bal textuell an den Erklärongen vun den Atlantikstaatsmänner haut liesen. D'Anti-Sowjetshetz vun den Atlantikpolitikern an hiren Atlantikpakt gleichen der Anti-Sowjetshetz an dem Antikominternpakt vun den demolegen Axenmächten we'eng Drêps Wässer dêr anerer.

Et ass dofir begreiflech, dass op d'Friddenserklärongen vun de Apostelen vum Atlantikpakt net vill ze gin ass, wa mir och scho berêt sin unzehuele, dass det oder dat Onscholdskand an onser Chambermajorite't eso' Erklärongen a Versprieche ierscht helt.

Et spirt ên, dass den Atlantikpaktler d'Suerg um Herz leit, hir Haltong ze rechtfertigen an als Friddeninstrument e Pakt

durzustellen, dem sein aggressive Charakter manifest zu Tage leit. Si wesse gutt, datt onst Vollek we' de' aner Völker kē Krich wēllt, an de Pareiser Weltfriddenskongress, den eso' e gro'ssen Erfolg hat, huet dat bewisen.

Nu kann en ower am Atlantikpakt, we' a sengem Drem an Drun, beim beschte Wēllen keng defensiv Strategie entdecken. Alles ass opgebaut op der offensiver Strategie, op en Ugreffs-krich. Amerika richt ronderem Russland militäresch Stütz-punkter an, obschon d'amerikanesch Politiker haut soen, datt Russland kē Krich plangt, a si zum Dēl eso' gur soen, datt et kēn ze fe'eren emstand wär. Eso' Mesüren sin o'ni Zweifel offensiv geduecht. Mir froen an dem Zusammenhang: Ass Russland drop aus, a Mexiko oder Kanada militäresch Stützpunkten ze verlangen? Huet Russland vleicht vun ons den Ofschloss vun engem Pakt verlangt, gericht ge'nt en «eventuellen Ugreifer», ower mat der Spätz ge'nt d'USA? We' iwerhaupt de' sech d'Verteidigung denken, de' den Atlan-tikpakt praktesch auszefē ere kre'en, ech mengen d'ameri-kanesch Militär, dat liese mer am beschten an hire militä-resche Fachblieder. An der Zeitschreft « Flying » schreift ē vun hire Spezialisten, Hamilton, dat hei: « Russland huet 11 Zentren mat me' we' enger halwer Millio'n Awunner. Allegur, mat Ausnahm vun Taschkent, leie westlech vum Ural a sin also errēchbar fir ons Bomber, de' mir am mettlere Orient an a Skandinavien place'eren. » An der Zeitschreft vun der amerikanischer Infanterie schreift e gewēssen William R. Kintner: « De Krich huet als Zil, de' feindlech Armē'en ze vernichten, sein Territorium ze eroberer an ze besetzen a seng Kampfkräft ze annihilē'eren. . . D'Zil an engem ideolo-gesche Krich ass d' « Beke'erong » vum Gegner oder dach we'negstens eng Serie vu politesche Mesüren mat dem Zweck, d'gegneresch Ideologie fre' oder spe't auszuschalten. » Vleicht sēt desen oder dēn, dat wär net eis Sāch an och net eis Mēnong, sondern d'Mēnong vun den Amerikaner an hire militäresche Fachleit. E schwächen Tro'scht. Gemäss dem Atlantikpakt musse mir jo eis Jonge stellen, fir de' Gegner ze beke'eren, an dat gēt eis eppes un.

D'Existenz vum Atlantikpakt selwer, weit dervun eweg, e Friddensfakteur ze sin, schürt, ewe' d'Tatsachen et bewisen, d'Krichspsychose an der Welt, a fe'ert ons an de' aner Länner emmer me' un d'definitiv Opspaltong vun der Welt, den end-gültege Broch mat der Politik vun der UNO an der Kolla-boratio'n vun alle Völker erun. Schon eleng d'Verschärfong vun der Rüstungspolitik dreift zum Krich, an dat wesse mer aus langjähreger Erfarong. De' gefe'erlech Me'glechkēten, de' am Atlantikpakt leien, huet enner aneren e belschen Sozialist, de Senator Henri Rollin, dēn en Unhänger vun der Westpolitik ass, ervirgestrach am belsche «Peuple» ufanks Abrel. Hie sēt dat elei: « Il y a bien des façons dont une agression peut se produire. Les alliés peuvent être en désaccord sur l'interprétation des faits et il est raisonnable dès lors qu'on ait exclu l'automatisme dans le fonctionnement de l'assistance mutuelle. Mais une guerre née de la confusion n'en serait pas moins une guerre. Il n'est pas même exclu que, quelque pacifiques que soient les intentions de nos alliés, elles puissent être en partie la conséquence d'initiatives poli-tiques qu'ils auraient prises sans notre accord, voire en dehors de la zone atlantique. Les stipulations du Pacte, qui prévoit le concert préalable des alliés dans toute question susceptible de menacer la paix, sont loin de présenter à cet égard toutes garanties. » An den Här Rollin firt weider: « Ce qui m'in-quète, c'est la courbe ascendante probable qui suivra fata-

lement notre effort militaire. . . » an e schle'sst: « Il y a pire et il faut craindre que si cette situation se prolongeait pendant plusieurs années, tous les Etats de l'un ou de l'autre bloc se trouveraient finalement acculés après un effort épuisant à cette quasi-certitude de guerre, que les socialistes avaient coutume de dénoncer comme l'issue fatale de toute course aux arme-ments. » D'Oprüstung u sech ass iwregens eleng schon ēnt vun den Ziler vun den Atlantikstrategen. Et get Krēser an Amerika, de' offen dervu schwätzen, datt d'Virberēdong vum Krich e Mettel ass, d'Krisis ze behiewen an d'Pro-duktio'n ze steigern. D'Krichsproduktio'n ass ower leider fir d'Volek eng deier an onproduktiv Produktio'n, wa se och scho fir de' gro'ss Trusten e ganz rentabelt Geschäft ass. Vleicht erklärt sech d'Begēschterong vu gewesse reaktionäre Politiker hei am Land fir den Atlantikpakt dodurch, datt d'Arbed eben-falls an d'Krichsproduktio'n ageschalt ass an nach emmer me' get.

De' Hāren, de' den Atlantikpakt ennerschriwen hun, ver-sichen ons ze erklären, datt den Atlantikpakt eigentlech ge'nt kē gericht ass, och net ge'nt d'Sowjetunio'n. Ge'nt wien kann e sech soss richten? De' Fro kann ē scho mat Recht stellen. Vleicht ge'nt eng nei deitsch Gefor? Ech hu scho selwer ausernē gedoen, datt alles drop hiweist, datt dat neit gro'ss-kapitalistescht Westdeutschland an de Pakt ageschalt get, ob offiziell oder anescht, ass we'neger wichtig. E Pakt get dach an enger ganz konkreter Situatio'n ofgeschloss, a mir huelen net un, datt den Här Bech a seng Frenn zo' Washing-ton un en Nopeschplanet als eventuellen Agresseur geduecht hun. Et get Staatsleit am Atlantiklager, de' me' offe schwätzen. Zo' déne gehe'ert den Här Aussenminister vun den USA, an dēn huet am Pakt bekanntlech me' ze soen ewe' den Här Bech. An enger Brochür iwer den Atlantikpakt nennt hien d'Sowjet-unio'n mam Numm. Hie sēt do: « Et ass emmer me' deitlech gin, datt an de Käpp vun de Leiter vun der Sowjetunio'n schwe'er Missverständnesser bestin iwer d'westlech Zivili-satio'n an iwer d'Sāchen, de' me' glech an de' onne'glech sin. » An den aggressive Charakter vum Pakt huet och de kanade-schen Aussenminister net verhēmelecht. Bei der Ennerzēch-nong vum Pakt huet hien erklärt: « Ce traité n'est pas sim-plement une ligne Maginot défensive, mais une base de départ en vue d'une nouvelle attaque contre les forces diaboliques qui bloquent notre chemin vers la paix et la justice. » Als diabolisch Kräften hat hie virdrun bezēchent: « La politique agressive et subversive des communistes et les effets de cette politique sur notre propre paix, notre sécurité et notre bien-être. » De' Sprōch ass klor, a grad eso' klor ass et, datt d'Sow-jetunio'n e kommunistesche Staat ass.

Et wär eng gefe'erlech Illusio'n bei déne Leit, de' de kom-munisteschen Dar am égene Flēsch gēre lass wāren, unze-huelen, den Atlantikpakt wär net ge'nt d'Sowjetunio'n u sech, sondern nemme ge'nt de Kommunismus an de west-europäesche Länner gericht. Gewess, och de Kampf ge'nt de Kommunismus bei ons gehe'ert zo' den Ziler vum Atlan-tikpakt. Et ass en égene Paragraph do, den Artikel 4, dé Consul-tatio'ne virgeseit vun de Regirongen am Fall, wo' en Ugreff ge'nt « d'politesch Onofhängegkēt » am égene Land erfollegt. Den Art. 2 verflucht de' ēnzēl Länner iwregens och, hir « frei Institutio'nen ze verstärken ». Wat dorenner verstane get, beweist de' Tatsach, datt dat faschistescht Portugal ageluede go'f. D'Freihēt, vun dēr Rieds gēt, ass offesichtlech d'Freihēt fir de' gro'ss Kapitalisten, d'Volek auszebeuten an am besonneschen d'Freihēt fir de' amerikanesch Trusten,

sech de ganze Weltmart ze eroberen an d'Welt ze domine'eren. Den Artikel 4 get den Atlantikmächten, an am besonneren der amerikanischer Regirong, d'Recht, an d'inner Verhältnesser vun engem Land sech anzemeschen, d. h. all Ke'er anzegreifen, wann eng demokratesch Volleksbewegong d'marshallise'ert Regirongen vun haut a Gefor brengt, wann no'twendeg ganz Westeuropa an e rîsegt Griechenland ze verwandelen. Den Atlantikpakt ass och eng « Sainte Alliance », de' sech ge'nt d'Freihêt an d'Souveränete't vun de Völker bei ons richt.

Ower mir huelen net un, datt e Generalstab fir ganz Westeuropa an eng Milliardenoprüstong no'twendeg ass, fir d'kommunistesch Parteien ze bekämpfen, emso' me', well dêrartig Mettelen an dem Kampf o'ni Wirkong sin. D'Amerikaner hun d'Erfarong a China gemächt. D'Atlantikpartner wëllen net nemmen de Kommunismus erledegen an hire Länner, nèn, si wëllen durch en Ugreffskrich ge'nt d'Sowjetunio'n an d'volksdemokratesch Länner de Kommunismus ausrotten, « Onst Haptzil », so' huet den Churchill, dén zwar net me' an der englescher Regirong sëtzt, ower nach emmer den To'n uget, zo' Bre'ssel erklärt, « bestêt doran, gewess Völker vun hire Regirongen, de' se ennerdrécken, ze befreien ». An an der « Libre Belgique » vum 2. Mê schreift e « gudde Katholik » de' folgend bezéchnend Wirder : « Si le régime soviétique peut donc durer aussi longtemps que durera ce système inouï, il peut aussi, par contre, s'effondrer en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, si le terrorisme qui le maintient vient à être liquidé par quelque événement imprévu : la guerre, le coup d'Etat ou un mouvement de masses effectivement soutenu de l'extérieur. » So' Plangen an Illusio'nen hat och schon den Hitler, an d'Resultat ass bekannt. Tatsach ass ower, datt de' Leit, de' hanner dem Atlantikpakt stin, erneit mat eso' verréckten Absichten emgin, an datt eso' Plangen dem ganzen Atlantikpakt zo'grond leien. Den Atlantikpakt huet den Zweck, den ideologische Krich ge'nt d'Sowjetunio'n materiell a konkret virzebereden.

Zo' dem Problem huet och eng birgerlech englesch Zeitschreft, de' ganz bekannt « New Statesman and Nation » den 2. Abrel de' folgend bemirkenswert Reflexio'ne geschriwen : « Am Westen hun de' mëschte Leit den Atlantikpakt mat schwe'erer Besurignes accepte'ert an an dem Glaf, datt en hinnen als eng Defensivmassnahm opgezwo'ge ge'f. Ons Propagandafachleit huelen dofir un, datt d'Sowjetunio'n an hirer Verurtêlong vum Pakt als en agressivt Bündnes net oprichtig wär. Dat ass eng gänzlich onbegrenzt Hypothés an e glänzends Beispill fir eng propagandistesch Selbsthypnose. E'schtens ass d'Sowjetunio'n, während den 30 Jor, wo' se bestêt, schon 2mol vum Westen ugegraff gin ; wat England an Amerika 1919 geplangt, an d'Nazien 1941 op en Hor mat Erfolleg durchgefo'ert haten, könnt sech, eso' räsone'ert Moskau, an net ze ferner Zo'konft widerhuelen. Zwëtens ass net unzuhuelen, datt d'Sowjetunio'n iwer Waffen verfügt, de' ge'nt Amerika ugewandt könnte gin, während Russland vun amerikanesche Stützpunkten emgin ass, de' mat de modernste Flugzeugen ausgerüst a mat Atombomme beluede sin. Et ass net Russland, datt bis un d'Zänn bewaffnet, un der amerikanischer Grenz stêt, sondern Amerika, dat, obscho gutt versurgt mat eso' bequeme Stützpunkten ewe' Grönland, dem Iran an d'Aleuteninseln, elo nach versicht, sech durch den Atlantikpakt legal a gleichzeitig offensiv Positio'nen a Westeuropa an an Afrika ze secheren. We' d'Sachen haut stin, huet Russland me' Ursäch, en Ugreff aus dem Westen ze

ferten, ewe' de Westen en Ugreff vu Russland. Et darf ên och net vergiessen, datt d'Annahm vun enger imperialistescher Aggressio'n an der Mênong vun de Russen durch e gewichtigtheoretisches Argument ennerstetzt get: Wann den amerikanesche Kapitalismus eng Widerhuelong vun der Kris vun 1929 vermeide wëllt, wat fir en anert Mettel ass do besser zur Hand ewe' d'Oprüstong? A wann d'Marshallhelf emmer me' zo' enger militärescher Helfe get, ass et do net vun de Russen eng verständlech Annahm, datt de' gewaltig Oprüstong net eng Ke'er agesat get? » Eso' weit den « New Statesman ».

Et ass offensichtlech, datt d'Staatsmänner an d'Strategen vum Atlantikpakt net blo'ss un d'Interventio'n an den êgene Länner ge'nt d'Arbechterbewegong an d'kommunistesch Parteien denken (wat eleng schon am volle Widersproch stêt zo' der Charte vun der UNO, op de' de Pakt sech beruffe wëllt), mä datt hien en Instrument ass, derzo' bestëmmt, de richtege Krich ge'nt d'Sowjetunio'n virzebereden an z'organisieren. Dat Fatal, besonnesch fir ons, ass, datt onst klenkt Land, op Grund vum Pakt, ons Mettelen an ons Jugend muss asetzen fir e Krich, un dém nemmen de' gro'ss Trusten interesse'ert sin.

D'Unhänger vum Atlantikpakt behapten, hie wär vereinbar mat der Charte vun den Nations Unies an e wär vum selwegte Gêschit bese'lt. Am Art. 1 vum Pakt get sech ausdrécklech op de' Charte beruff. Nu weist ower de Studium vum Text vum Atlantikpakt deitlech genuch, datt hien net konform ass mat de wesentleche Bestemmunge vun der Charte vun der UNO an datt hien eso'gur a vollem Widersproch stêt zo' de Prinzipien, op dénen d'UNO base'ert. Et ka kên am Êscht behapten, onst Land oder Italien le'gen um atlanteschen Ozean oder mir wären Noper vu Kanada oder vu Mexiko. Am Art. 52 vun der UNO-Charta hêscht et ausdrécklech, datt Regionalpakten ofgeschloss könne gin am Rahmen vun der UNO, do', wo' eng Aktio'n mat regionalem Charakter me'gleich ass. Et ass ower en Onsenn an en offesichtleche Bedrug, e Militärbündnes, dat de' heteroklist Länner iwer Entfernongen vun 10.000 km zesummeschle'sst, als Regionalpakt durzustellen an ausserdem sechert den Art. 52 och am Fall vun engem Regionalpakt der UNO a sengem Secherhêtsrot Rechter a Prerogativen, de' den Atlantikpakt elo fir sech reserve'ert. Am Art. 53 vun der UNO-Charta hêscht et ausdrécklech, datt am Fall vun engem Regionalpakt « kengerlê Zwangsmassnahm ennerholl darf gin, o'ni d'Autorisatio'n vum Secherhêtsrot ». Et ass klor, datt d'Leiter vun der Atlantikkoalitio'n net drun denken, sech dem Paragraph ze fügen. Fir si ersetzt den Atlantikpakt d'Organisatio'n vun den Nations Unies.

Et get e Fall, wo' Regionalpakten ausgefe'ert gin, o'ni de Secherhêtsrot vun der UNO ze froen. Dat ass dann, wann et sech em Zwangsmassnahmen ge'nt Feindstaaten handelt. Et get der, de' drun denken an et scho soen, datt eben d'Sowjetunio'n haut e Feindstaat ass. Ower am Statut vun der UNO hêscht et ausdrécklech, datt enner Feindstaat all Staat verstanen ass, dén am 2. Weltkrich de Feind vun engem vun den Ennerzêchner vun der UNO wor. Dorennner falen nom Text vun der UNO also d'Sieger vu Stalingrad offenbar net, wuel ower Nazideitschland oder sein Nofolger, dat neit imperialistescht Westdeitschland.

Et get Hyperkluger, de' den Atlantikpakt als eng Riposte op de' so'genannt Ostpakten durstelle wëllen, de' d'Sowjetunio'n mat hiren direkten Noperen ofgeschloss huet. Den

Ennerschêd leit ower do, datt d'Sowjetunio'n nemme bilateral Pakten mat déne Länner ennerzêchent huet, de' sech ausdrëcklech richten an nemme spillen ge'nt eng nei Aggressio'n seitens Deitschland. De' Verträge hun eso' we' neg eng aggressiv Spetz ge'nt de Westen oder ge'nt d'UNO, datt d'USA démons neischt aussetzen hat an d'UNO ebenfalls d'Sach vollstänneg an Uerdnong font huet. De' Pakten enthalen net me' an net we' neger ewe' d'Nichtangriffspakten, de' d'Sowjetunio'n mat Frankreich an England ofgeschloss huet, an de' bis elo kënt vun déne be'de Länner gekündegt huet, trotz dem Atlantikpakt.

Ënt vun de Prinzipien, de' der UNO zo'grond leien, sét, datt d'Memberen vun der UNO « sech allem enthalen müssen, wat der Drohung mat der Gewalt oder dem Asaz vun der Gewalt fir d'Regelong an den internationalen Ugeléenhête gleichke'm »! Eso'gur wa mir unhuelen, datt d'Atlantikkänner bis elo nach net mat der Gewalt agreifen (obschon d'Griechen do o'ni Zweifel enger anerer Mênong sin) kann net gelégent gin, datt seitens den Atlantikregirongen mat dem Mettel vun der Drohung scho lang operé'ert get.

Wat bedeit d'Schafong vun engem allie'erten Oberkommando zu Fontainebleau an d'Schafong vu Militärstützpunkten ronderem d'Sowjetunio'n anesches we' eng Drohung? An den dagdegleche Chantage mat der Atombomm, ass et net einfach d'Politik vun der Drohung mat der Gewalt? Dass d'Russen sech dobei net aschüchtere lëssen, ännert neischt un der Sâch. De' lëssen sech net eso' licht bluffen, we' dem Här Dupong seng Militärstrategen!

We' mir den Atlantikpakt och ke'eren an dre'en, ënt stët fest, dass en am Widerspruch stët zu dem Text vun der UNO-Charta an dass hien d'Fëllementer vun der Organisatio'n vun de Verënten Natio'nen ennergrueft. D'UNO ass d'Zesummenarbecht vun allen Natio'nen, de' ge'nt den Hitleragressor gekämpft hun, an hirt Grondprinzip ass, dass fir eng Emännerong vun dem Statusquo, we' de Sig iwert den Hitler en an Europa an an der Welt geschafen huet, nemmen de Wé vun de fridleche Verhandlungen beschratt duerf gin, an a jiddem Fall, we'negstens bei de Gro'ssen, Êstëmmegkët herrsche muss. Duerfir ass d'Vetorecht fir de' Gro'ss festgeluegt gin, dat de Missbrauch vun der UNO fir d'egoistesche Zwecke vun deser oder dêr Gro'ssmuecht ze verhenneren huet, an och me' we' ëmol de' Roll gespilt huet.

Den Atlantikpakt ower ass d'Organisatio'n niewent a ge'nt d'UNO vun enger Clique vu kapitalistesche Länner ennert der Führung vun enger Gro'ssmuecht, den USA, de' mat de Resultater vun Sig iwert den Hitler net zefridden ass an duerfir d'Verträge vu Yalta a Potsdam net me' unerkenne wëllt. De' drop ausgin, we' de Generol Clay zu Berlin gesot huet, « hire Fridde ze schafen, wann no'twendeg mat dem Asaz vun der Gewalt », dat hësch, de' bestehenden Statusquo an Europa iwert de Ko'p ze geheien.

Wa mir der Sâch op de Fong gin, kommen all de' Schwierigkëten teschent dem Westen an dem Osten an och de Kurs vun de Westmächten op militäresch Bündnesser o'ni a ge'nt d'Sowjetunio'n dohir, dass d'kapitalistesche Regirongen sech net dermat wëllen offannen, datt am Osten an am Südosten vun Europa sech d'Völker am Gefolleg vum Krich a vum Befreiungskampf ge'nt de preiseschen Ennerdrëcker zugleich befreit hun vun hirer ëgener kapitalistescher Ennerdrëckong durch inländesch an auslândesch Ausbeuter. De' Regirongen kommen net vum Gedanke lass, dass de Balkan,

Polen an och dat gewaltegt Gebitt vun der Sowjetunio'n eigentlech eng reserve'ert Juegd misst sin fir hir Trusten. Den Churchill huet kierzlech nach batter bedauert, dass et 1917 net gelungen ass, d'Sowjetunio'n am Keim ze erstëcken, an amerikanesch an englesch Zeidongen fänke schon un, der-vun ze schwätzen, de' volksdemokratesch Länner vum « autoritäre Joch » ze befreien an d'Sowjetunio'n erem hannert d'Curzonlinien zereckzewerfen.

Dat sin Ziler, de' den Atlantikblock a Wirklechkët verfollegt, an de' Ziler können o'ni Krich net errécht gin. An duerfir ass den Atlantikpakt e Krichspakt, e militärescht Abkommen, dat, wann net d'Vollek hei an anerwärts sech dra lét, zum Krich fe'ert.

Wann d'Protagonisten vum Atlantikpakt vun der Rettung vun Europa, vun der Rettung vun der Zivilisatio'n schwätzen, da mengen se domatten de Krich ge'nt d'Sowjetunio'n an d'Eroberung vu Länner, de' sech vum Kapitalismus befreit hun, da mengen se domatten de militäresche Krezzug ge'nt den Sozialismus, ge'nt de Fortschrett an d'Freihët, so' we' d' « Helleg Allianz » no der franse'scher Revolutio'n ennert engem Metternich d'birgerlech Freihët an Europa erstëcke wollt, da mengen se ganz einfach an tout court de Krich, dén no'twendegerweis en neie Weltkrich ge'f.

Sengerzeit, we' den Antikominternpakt ennerzêchent go'f, virun 13 Joer, huet d' « Times » vu London an engem Artikel, dé Sensatio'n an der Welt ervirgeruff huet, geschriewen: « Den Antikommunismus fe'ert zum Krich, an de Krich fe'ert zum Kommunismus. » Dat ass och nach haut richtig. Aehnlech huet viru kurzem de Foster Dulles, dé secher kê Kommunistefrend ass, sech ausgedrëckt. An enger Ried op dem evangelesche Kirchenkongress an Amerika huet hien drun erennert, dass aus all Krich bis elo d'Arbechterbewegung an d'Lager vum Sozialismus me' stark ervirgangen ass. Tatsächlech ass op de franse'sch-deitsche Krich vun 1870 d'Pareisser Kommune gefollegt, de russesch-japanesche Krich huet zur e'schter russescher Revolutio'n gefo'ert, den e'schte Weltkrich 1914-1918 huet ofgeschloss mat dem Sieg vum Sozialismus op engem Sechstel vun der Welt, an der Sowjetunio'n. Nom 2. Weltkrich hun d'Länner an Ost- a Südosteuropa sech de Wé frei gemat zum Sozialismus, an a China sin d'Volleksarme'en am Gang, ganz China ze befreien. Ech erwähnen de' Tatsachen, fir kloer ze mâchen, datt de Krezzug vun den Imperialisten ge'nt de Sozialismus an d'Sowjetunio'n fir si selwer eng ganz gefe'elerch an abenteuerlech Geschicht ass. Ower eso' respektabel de' Erkenntnis och ass fir e birgerleche Politiker, eso' secher ass et ower fir eis, dass et eis Aufgab als Kommunisten an als Letzeburger ass, well mir wëssen, watfir Lêd e Krich mat sech brengt, de Krich ze verhenneren dodurch, dass mir de Krichsdreier d'Spillche verdierwen, e'er et hinne gelenkt, d'ganz Welt an en neie Weltkrich ze stierzen.

Dofir ower könne mir a kê Letzeburger, dém d'Suerg em sei Land an em d'Jugend vun eisem Land um Herz leit, mat dem Atlantikpakt d'accord sin, dén e ganz abenteuerlech Krichsbündnis ass, abenteuerlech fir de', de' e gedeichselt hun an eis en opzwangen, abenteuerlech ower och a senge Suiten fir d'Vollek, dat all Opfer ze bringen huet.

Wa mir den Atlantikpakt ratifizé'eren, da bedeit dat, dass eist Land eragerappt get an eng richtig Abenteurerpolitik, dass mir engage'ert gin mat eisen nationalen Hellefsmittel we' mat dem Blut vum eise Jongen, net fir d'Verteidegong

vum Fridd oder vun eiser Secherhêt, de' vun der Sowjet-unio'n net bedrot ass an et ni get, sondern fir d'Vertheidegong vu ganz sordide kapitalistische, reaktionären Interessen.

Wa mir de Pakt ratifizieren, den eis virleit, da bedeit dat, dass mir berêt sin, eist Land zo' engem vorgeschobene Posten an engem Ugreffskrich ge'nt den Osten ze mâchen an domat zum Schluechtfeld an dem vum amerikanische Gro'sskapital geplangte Krich. Da bedeit dat, dass mir d'accord sin mat stänneg steigende Rüstungsausgaben an dêr domat zesummenhängender Verarmung vum Vollek. Da bedeit dat, dass mir d'accord sin mat der Ennerbannung vun dem fir eis Wirtschaft so' no'twendegen an eso' virdëlhaften Handel mat dem Osten vun Europa. Da bedeit dat, dass mir dem Opbau un eise Grenzen vun engem neien aggressiven deutschen Imperialismus zo'stemmen.

Mat eso' enger onsenneger Politik, de' net am geringsten am Interesse vun eiem Land leit, an de' den Interessen vun der gro'sser Majorite't vun eiem Vollek diametral entge'nt stët, könne mir letzeburgesch Kommunisten eis net averstanen erklären.

An der Ennerzêchnong vum Atlantikpakt gesin de' eng schon de Sig iwert de Kommunismus bei eis, an aner, an oft de'selwecht, schons d'Garantie fir de kommende militäresche Sig iwer d'Sowjetunio'n an d'Volksdemokratien. Dat sin de' Leit, de' schons d'Quadratkilometeren an d'Flugzeugen an d'Kano'. en vun de westlechen Allie'erten zesummerechnen. Dat sin de' Leit, de' net mat de reale Verhältnissen an net mat der realer Entwecklung rechnen, de' un d'Allmacht vun enger Ennerschreft glêwen oder un d'Allmacht vun engem Vote an enger Chamber.

Am klenge könnt déne Leit den Ausgang vun den Escher Wahlen eng Le'er sin. Bekanntlech sollten se no de Spekulationen vu gewesse Leit hei am Land zur vollstänneger Niederlag, zur rettungsloser Isole'erong vun der kommunistescher Partei fe'eren. D'fenneft Kolonn, we' dêr virun de Wahlen eis genannt huet, huet bei de Wahlen all hir Stëmmen vun 1945 erem kritt, an dorennen all de', de' eis Partei 1948 verluer hat.

Ob der dûss schwätzt an Ehestandsdarlehen mam Tropfenzähler get, oder ob der hart jeizt a mat dem Maulkuerf drêt, ob der eng friddlech Gesennong heuchelt oder Krichspakten ennerschreift, ob der de' national Zesummenarbecht, de' fir eist Vollek eleng vun Notzen ass, hêmlech sabote'ert oder offen torpede'ert we' zu Esch, d'kommunistesch Idee wîsst an d'Lûcht. Dir könnt Pakten ennerzêchnen oder Dekreter, ower en emmer me' gro'sse Prozentsaz vum schaffende Vollek begreift haut, datt êr Klassenkampfpolitik hei am Land we' êr Paktspolitik op internationalem Gebitt d'Politik ass vum Gro'sskapital a vun der Reaktio'n, de' no'twenderger weis zum Krich an zu neiem Misêr fe'ere muss. Emmer me' kleng Leit am Land verstinn, datt d'Politik de' d'kommunistesch Partei vertrett, d'Politik ass vun der nationaler Zesummenarbecht a vum Fridd an der Welt. Well mir d'Interessen vum klenge Mann am A hun, dem seng Partei mir sin, an dé virun allem un der Erhalong vun der friddlecher Zesummenarbecht am nationalen we' am internationalen Ausmôss interesse'ert ass, dofir stëmme mir ge'nt êren Atlantikpakt. Dofir si mir net berêt, durch Zo'stemmong zo' êren op de Streit an de Krich gerichteten Ofmachongen mat der Reaktio'n aus alle Länner matzemâchen, zo' êrem Kreizzug, den der plangt ge'nt d'Sowjetunio'n, d'Land vum Sozialismus, dem seng sozialfort-

schrettlech Politik haut Honnerte vu Millio'nen vu Menschen an der ganzer Welt begêschtert, an dem seng Friddenspolitik de' bescht Garantie ass fir d'Secherhêt an d'Zo'konft vun onsem Land.

M. Grandgenet. Très bien !

M. le Président. La parole est à l'honorable M. Fohrmann.

M. Fohrmann. Dir Hären ! Den Atlantikpakt, den haut der Letzeburger Chamber fir d'Ratifikatio'n ennerbrêt ass, ass bestëmmt ê vun déne wichtigste Verträge, iwer de' d'Letzeburger Chamber sech je auszeschwätzen hat, wann och d'Idee, de' him zu Grond leit, net eis ass, mä villme' eng logesch Konsequenz vu verschiddenen Evenementer ass.

D'Flicht vun der Chamber an den Deputé'erten ass et dofir, dé Pakt o'ni virgefässte Parti pris ze ennersichen a sachlech ze diskutieren. Et wär falsch, d'Debatten aus deser oder dêr Ursach ze iwerstierzen an de Vote ze force'eren, well dann d'Mênong opkomme könnt, et wär eppes ze verstoppen. Mir sin au contraire der Mênong, dass durch d'Chamberdebatten d'Letzeburger Vollek restlos iwer d'Portée vum Pakt an iwer d'Kritiken, de' virbruecht gin, opgeklärt soll gin. Mir schloen dofir dem Chamberbüro vir, d'Debatten iwer de Pakt, an den integralen Text vum Pakt an engem extrae Chamberbericht, a wa me'gleich an deutscher Iwersetzung ze publizieren. Et gêt bei dem Pakt em d'Zukunft vum Land, an d'Land soll net durch de politesche Brëll vun den Zeitungsberichten des wichtig Fro betruechten, mä durch den objektive Chamberbericht erfuren, we' d'Deputé'erten Stellung geholl hun. An dem Sënn rêche mir folgend Motio'n an :

« **D'Chamber stellt fest,**

dass den Atlantikpakt vun allergre'sster Wichtigkêt fir d'Zo'konft vun onsem Land ass an dofir all Letzeburger iwer de Senn an d'Portée vum Atlantikpakt opgeklärt soll sin,

si beschle'sst dofir, so'wuel den Text vum Pakt we' och de' resp. Chamberdebatten an engem extrae Chamberbericht zesummenzufassen an all Haushalt zo'zestellen.

Fohrmann, Biever Nic., Bousser, Krier, Bauer, Gansen, Fandel et van Kauenbergh. »

M. Krier. Très bien !

M. Fohrmann. Em wat gêt et bei desem Pakt? D'Idee, de' dem Atlantikpakt zu Grond leit, ass net nei. Den Hauptzweck vum Pakt ass dach, de Friden ze garantieren an en neie Krich ze evitieren an d'perse'nlech Freihêten vum ênzelen Bierger ze secheren. Et ass wuel kën an deser Chamber, den net mat dêr Idee d'accord ass. D'Mênonge gin nemmen ausernên iwert de Wé, dat ze errêchen, an iwer d'Efficacitê vum déne virgeschloene Mettelen. Et ass eng Tragik vun der Menschhêt, dass d'gro'ss Majorite't vun hir de Krich verurtêlt a mat alle Mettelen de Fridde sechere wêllt, mä dass trotzdem periodesch Kricher, de' emmer me' brutal a menschenmerderesch sin, entstin, de' Millio'ne Menschenaffer erfuerderen a Milliarde Werter zersteren.

Nom e'schte Weltkrich go'ng eng Well vu Protest durch d'ganze Welt : « Krich dem Krich » go'f an alle Spröchen d'matreissend Friddensparole. Et blo'f net bei platonische Bekundungen. A ville Länner hu Revolutio'nen de' fortgejet,

de' no der Mënong vun de Leit mat Schold um Krich gedroen hun. Republiken hun Dynastien ofgele'st, we' an Deutschland, E'sterreich an eso' virun, an dausendjähreg Systeme sin, we' a Russland, vun neien ofgele'st gin.

E gro'sse Völkerbond ass geschafe gin, den de Fridden sollt secheren, Friddensinternationalen sin entstanen, d'Völkerverbridderung ass an allen To'narte verherrlecht gin, mä d'gro'ss Tragik vun onsem Jorhonnert wor, datt e knappt Ve'ereisjorhonnert derno d'Menschhêt erem an engem Krich wor.

Iwer d'Féler vun der Nokrichspolitik an iwer d'Ursâchen, de' zum Krich gefe'ert hun, ass vill geried a geschriwe gin.

Fir eis lo'g den Haptféler am Egoismus vun dénen ênzelen Länner selwer, de' aus dem Egoismus eraus eng stur nationalistesch an egozentresch Politik bedriwen hun, an och nach am Moment, wo' d'Katastroph sech schons ofgezêchent huet, un hirer Kirchturmspolitik festgehalten hun; de' ro'eg nogekuckt hun, wann dem Noper sein Haus gebrannt huet, o'ni drun ze denken ze hellefen, fir weider Bränn ze verhadden.

Den Egoismus war och schold, dass de Völkerbond e platonesche Begreiff bliwen ass, den ower och mat kengen effective Mettelen ausgerëscht war, fir irgendwe' an irgendwo' anzugreifen. Eng gro'ss Schold, a villeicht d'Haptschold vum Krich droen och de', de' aus profitgierige Motiven de Krich propage'ert hun; de' als Träger vum kapitalistesche Regime an hire Länner d'schaffend Klassen brutal ennerdréckt hun, fir frei Hand fir hir Krichspolitik ze hun: de' d'Demokratie an de' Länner erledegt hun, well se wo'ssten, datt si dat stärkst Bollwierk ge'nt de Krich ass.

Et ass komm, we' mir et all nach an Erennerong hun, Gott-seidank sin d'faschistesche Regimen ennerleén, an de Krich ko'm op en Enn. Mä kann ê wierklech soen, de Fridden wär erem iwer d'Menschhêt komm?

Hänken net elo schons erem deischer Wolleken um politeschen Himmel, de' all Moment erem eng Katastroph bringe können?

Solle mir, de' de Krich dach aus êgener Erfarong kennen, de' en um êgene Leif gespuert hun, de' nach all Dag Zeie sin vun all dém Schrecklechen, wat durch dé leschte Krich iwer d'Mensche komm ass, solle mir net alles mâchen, wat an eise Kräfte leit, dé Krich ze verhennen? Eso', we' no dém leschte Krich, gin erem gro'ss Ideen propage'ert. Amplaz de Völkerbond go'wen d'Nations Unies an d'Welt gesat, a schons spiere mer, dass, wann och den Organismus platonesch bleift, hien ni amstand ass, de Fridden ze secheren.

Mä et mengt ên, d'Länner, a speziell de' kleng Länner, hätten aus der Experiéiz vun dém leschte Ve'ereisjorhonnert eng Le'er gezun. Si spieren, dass et mat sche'ne Wieder net duergêt a gin zu konkreten Taten iwer.

Si verzichten op den Dêl vun hiren nationale Prärogativen a schléssen mat anere Pakten of, de' hinne politesch an ökonomesch Rechter, mä och Flichten opléen: d'Grendong vun der Benelux, d'Ennerzêchnong vum Fünferpakt an elo den Ofschloss vum Atlantikpakt si ge'genseitig Verflichtongen teschent gleichgesênnte Länner am Kader vun den Nations Unies, de' sech net ge'nt ên oder den anere richten, mä zum Zweck hun, sech e'schtens ökonomesch ze hellefen, fir d'Nokrichszeit o'ni zevill Krisen ze iwerwâlteen, an zwëtens sech militäresch ze ennerstetzen, wann d'No'twendegkêt derfir sech sollt ergin. Et handelt sech also onser Ansicht no drem,

ze ennersichen, ob dé Pakt, den ofgeschloss ass gin, emstand ass, den Zweck ze erfüllen, den hien sech gestallt huet: de Krich ze verhennen an de Fridden ze garante'eren. Dofir si bestëmmt Viraussetzongen no'twendeg. E'schtens duerf et kên Aggressivpakt sin. Zwëtens duerf hien net engem Land Lâschten opléen, de' en anert net huet, oder Rechter zo'erkennen, de' engem anere virenthale gin. Drettens müssen d'Länner, de' dem Pakt beitriede wëllen, de Beweis erbringen, dass si an nationaler Hinsicht d'Viraussetzongen erfüllen, fir d'Freihêt an d'Demokratie antrieden ze können.

M. Bauer. Ganz richtig!

M. Fohrmann. Erfüllt den Atlantik-Pakt de' Viraussetzongen? Am Préambule eso'wuel we' am Artikel I vum Pakt get formell festgehalten, dass de Pakt kên Ugrefspakt ass a ka sin, mä dass d'Ennerzêchner gewëllt sin, mat allen aneren Natio'nen a Fridden ze liewen, an eventuell Differenzen an Divergenzen mat pazifistesche Mettele le'se wëllen. Et kann ê soen, dat si sche' Wieder, mä mir hun de' lescht Joeren eso' oft d'Erfarong misse man, dass op internationalem Gebitt d'Wieder an d'Taten net emmer am Aklang mat enaner waren. D'accord! mä lösse mer net vergiessen, dass et sech dann emmer em Regirong gehandelt huet, de' d'Demokratie an hire Länner ofgeschafft haten an net no der öffentlecher Mënong an hirem Land hu brauchen ze kucken. Jiddefalls stêt fest, dass Regirongen vun demokratesche Staaten ni e Friddens- an Defensivpakt könne willkürlech an e Krichs- an Aggressiv-Pakt emwandelen. Eso' we' Regirongen vun demokratesche Länner an der nationaler Politik musse mat den demokratesche Kräften am êgene Land rechnen, so' müssen si et nach me' op internationalem Gebitt, an si können net, we' Diktaturlänner, Kricher dekrete'eren o'ni Rücksicht op hir Populatio'n.

MM. Bauer et Bousser. Ganz richtig!

M. Fohrmann. Iwregens weist de Staatsrot mat Recht drop hin, dass eso'guer a grave Fäll net automatesch Krichs-zo'stand an de Länner erfollegt, mä, dass de' verfassongsmesseg Instanzen sech an all Land iwer de' Fro müssen ausschwätzen. Heiranner bestêt eng Differenz teschent dem Fünferpakt, den a sengen Auswirkongen elo me' problematesch get. Mir gengen d'Regirong bieten, ons ze soen, ob de Fünferpakt viru bestoe bleift oder durch den Atlantikpakt iwerholl ass, a wann e bestoe bleift, ob net bestëmmt Verflichtongen mam Gêschit vum Atlantikpakt onvereinbar sin. Alles an allem, den Atlantikpakt ass kên Ugrefspakt. Et get behapt, hie wär ge'nt e bestëmmt Land oder e Lännerblock gericht. De' dat behapten, erklären zu gleicher Zeit, dat Land oder dé Lännerblock geng ni en Ugrefskrich können ufänken. Eh bien, mir gléwen datselwecht vun dénen demokratesche Länner, de' den Atlantikpakt ennerzêchent hun. Mir brauchen dann also net ze ferten, dass jémols en neie Krich entstêt, well kên do ass, den en ufänkt. Mir wenschen an hoffen, dass dat wo'er ass a bleift.

M. Bieber Nic. Ganz richtig!

M. Fohrmann. Zu dem zwête Critère, dé mir ugin hun, ob de Pakt net dénen enge Länner Lâschten au détriment vun dénen aneren oplêt, musse mir feststellen, dass dat laut dem Text net de Fall ass. All Ennerzêchner hun de'selwecht Rechter an de'selwecht Flichten. De' Behaptong, de' vu ge-

wässer Seit ausgesprach get, de Pakt hätt den Zweck, dass de' kleng Länner fir de' gro'ss d'Käschten aus dem Feier huele sollen, ass lächerlech. Wien hat bis elo an engem Krich am e'schten ze leiden? Dach nemmen de' kleng Länner. Wien huet sech missen ducken viru gro'ssen Noperen? Dach nemmen de' kleng Länner. Den Advantage vum Pakt hun dofir an allere'schter Hinsicht de' kleng Länner, well de' gro'ss wëssen sech enner Emstänn selwer ze hellefen, d. h. ze wieren.

M. Bauer. Très bien !

M. Fohrmann. Mir hu schon eng Ke'er drop higewisen, dass nemme Länner dem Pakt dierften ugehe'eren, de' an nationaler Hinsicht de' Bedengongen erfüllen, de' international Ziler vum Pakt sin. Laut dem Pakt verpflichten sech d'Länner, hir Zivilisatio'n, base'ert op de Prinzipien vun den Demokratien, d'individuell Freihêten an d'Recht ze schützen. Dat schle'sst aus, dass e Land mat faschistischem oder hallef-faschistischem Regime dem Atlantikpakt duerf ugehe'eren. Laut Artikel 10 vum Pakt können d'Parteien, wann si unanime sin, weider Länner opfuerderen, dem Pakt beizetrieden. Mir fuerderen dofir ons Regirong op, net zo'zelossen, dass irgendwe' Diktatur-Staaten zum Pakt zo'gelöss gin, well den dodurch illusoresch ge'f gin.

MM. Krier et Bieber Nic. Ganz richtig !

M. Fohrmann. Eng aner wichtig Fro, de' an aller Objektivité't debatte'ert soll gin, ass de' : Ka Letzeburg enner déne gegebenen Emstänn dem Atlantikpakt beizetrieden? We' war eis Situatio'n dat lescht Ve'erele-Joerhonnert? Offiziell an theoretesch ware mir neutral, net well mir et wollten, wä well d'Neutralité't eis operluegt war, o'ni dass eis d'Me'glechkê't gi war, eis Neutralité't ze verteidegen. Dat huet net verhennert, dass mir 1914 besat go'wen, bis de Krich zu Enn war. Eis Neutralité't huet net verhennert, dass d'Nazien 1940 erem an d'Land gefall sin an 1942 eis Jonge gezwongen hun, op hiner Seit ze kämpfen. Ass en heibannen, den am Éscht dru gléft, dass en nächste Krich virun eise Grenzen geng stoe bleiwen? Wat gesche'ch? Eis Jonge misste mat dém, den d'Land fir d'e'scht besetze ge'f, matgoen, ob si wëllten oder net, a si ke'men erem an de'selwecht Situatio'n we' hir Bridder de' leschte Ke'er. (*Ganz richtig !*)

M. Bieber Nic. Ge'nt hire Wëllen.

M. Fohrmann. A si misste villeicht eng Uniform droen, de' hinne verhasst ass, a si misste ge'nt dat Gutt kämpfen. Mir können net neutral an engem Konflikt bleiwen, mir müssen dat elementarst Menschenrecht hun, ons am gegebene Moment ge'nt dat Schlecht a fir dat Gutt ze entschêden. Dofir hu mir eis Neutralité't opgin, fir ons Onofhängegkê't a Selbstännegkê't iwerhapt können ze behalen.

M. Bieber Nic. Ganz richtig !

M. Fohrmann. Gi mir als Letzeburger irgendwe' eppes vun onser Selbstännegkê't op, wa mir dem Pakt beizetrieden? Nën, au contraire, nemme mat Hellef vu gutt gesënnte gro'sse Mächten hu mir Aussicht, ons Freihê't a Selbstännegkê't ze behalen. Gewess, et entstin ons Flichten. Ower net me' we' dénen anere Länner och, de' de Pakt mat ons ennerschriwen hun. Et wär och villeicht e we'neg zevill kamo'd, Letzeburg geng mâche, wat et wëllt, an drop warden, dass a Momenter

vu Gefor de' aner hat rette ke'men. D'Rechter, de' ons entstin aus dem Pakt, an de' Avantagen, de' ons als Land können erstoen, weien d'Flichten op. An dénen, de' behapten, mir gengen durch de Beitritt zum Atlantikpakt ons Jongen op d'Schluichtbänk fe'eren, äntwerte mir, dass mir grad durch de Beitritt zum Atlantikpakt verhenneren, dass se erem eng Ke'er op d'Schluichtbänk gefe'ert gin.

MM. Bieber Nic. et Krier. Ganz richtig !

M. Fohrmann. 1940 bestong kën Atlantikpakt. Eis Jongen hun ower misse goen, hätt e viraus bestanen, wär et villeicht ni zu engem Krich komm, well dann den Hitler net durch Marchandagen e klengt Land nom aneren hätt können an de Sak stichen. (*Très bien !*)

Aus dénen Erwägongen eraus stëmme mir fir den Atlantikpakt. Mir wëssen, dass et e Versuch ass, de Fridden ze secheren. Mir mâchen et net mat 100% eger Begêschterong.

M. Bieber Nic. Kën !

M. Fohrmann. Mir wëssen, dass och nach aner Mettele müssen ergraff gin. D'Menschhêt muss dénen d'Handwierk léen, de' als Waffefabrikante aus dem Blut vum de Menschen Millio'ne Beneficer erhoffen an dofir de Krich propage'eren. D'Menschhêt muss dénen d'Handwierk léen, de' als Diktatoren d'perse'nelech Freihê't an hire Länner ennerdrécken an de Regime vum Recht ofgeschafft hun. D'Menschhêt muss et ferdeg brengen, dass niewent der politescher Demokratie och d'wirtschaftlech Demokratie kent, de' d'Virussetzungon zu engem Krich beseitegt.

M. Bieber Nic. Très bien !

M. Fohrmann. Mir hoffen, dass, wo' dach all Mensch de Krich verdamt, de Fridden endlech me'glech ka sin. (*Très bien ! auprès du parti ouvrier socialiste.*)

M. Wolter. Messieurs, je déclare de suite que je ne veux pas tomber dans des redites parce que tout ce qui a été dit constitue donc le fond des débats. Mais j'ai hâte de dire à la Chambre que ma fraction tient comme vous tous à ce que l'indépendance et l'autonomie de notre pays soient sauvegardées. Et cette indépendance et cette autonomie ne peuvent être maintenues si nous nous tenons à l'écart, si nous n'entrons pas dans les grands pactes qui ont été décidés et conclus par les pays environnants. Et voilà pourquoi je déclare ici solennellement que ma fraction souscrit de plein cœur au Pacte de l'Atlantique Nord tel qu'il a été envisagé.

Je vous dirai autre chose, en examinant le problème d'une autre façon qu'il n'a été envisagé par les orateurs qui m'ont précédé. Car il faudra que nous nous rendions compte que des modifications très importantes se sont produites dans l'équilibre européen. Le pacte tel qu'il est prévu, doit constituer en quelque sorte un nouvel équilibre européen.

Nous avons donc au cours du siècle dernier et au début du siècle actuel ce qu'on appelle un équilibre européen. Cet équilibre a été détruit à plusieurs reprises. Il a été détruit lorsque l'Empire Ottoman a fléchi. Il a été détruit lorsque l'Empire Austro-Hongrois a été détruit. L'équilibre a reçu d'autres nouveaux soubresauts lorsque l'Allemagne du Nord est devenue en quelque sorte la première nation du continent européen. En effet, cet équilibre qui avait motivé des alliances dont vous connaissez les noms, cet équilibre qui voulait en quelque sorte éviter la guerre aurait en effet pu éviter la guerre, s'il

n'y avait pas eu dans l'un ou l'autre pays une mentalité qui, néanmoins, malgré cet équilibre, a déclenché la guerre. Nous considérons le Pacte de l'Atlantique Nord comme une sorte de nouvel équilibre européen. Messieurs, ce n'est pas ni de près ni de loin que les grandes nations européennes comme la France, l'Angleterre auxquelles se sont joints l'Italie, les pays de Benelux, éventuellement encore d'autres pays qui sont prévus pour entrer dans ce pacte, se sont rendu compte que ce pacte est devenu une nécessité, car ces nations qui toutes avaient pris part à la dernière guerre, qui ont eu des saignées à blanc se sont rendu compte que, pour constituer aujourd'hui une grande nation, il faut remplir un certain nombre de conditions.

La première des conditions est que le pays doit compter quelque 80—100 millions d'habitants. Il doit les réunir sur son territoire métropolitain, et il doit avoir des ressources immenses en hommes et en matériel. Malheureusement, des pays comme la France, l'Angleterre, l'Italie ont eu des pertes énormes, ils sont tombés de leur piédestal traditionnel et on ne peut plus dire aujourd'hui qu'ils remplissent les conditions que j'ai développées. Ce n'est pas là une trouvaille de ma part, il y en a d'autres qui ont trouvé ces principes avant moi. C'est parce que ces pays ne remplissent plus les conditions que j'ai énoncées, que le pacte a été conçu, projeté et conclu afin que toutes les forces de ces pays soient réunies dans l'intérêt de la défense de leurs territoires et de leurs traditions. Ce qui est certain, c'est qu'à la suite de la dernière guerre, peu de pays remplissent ces conditions essentielles d'une véritable grande nation. En Europe nous n'avons qu'une seule nation qui les remplisse, c'est la Russie. Nous en avons encore une autre, ce sont les Etats-Unis d'Amérique et peut-être une troisième, la Chine. S'il existe deux grands blocs, il est nécessaire que les nations de paix, les nations de démocratie véritable, s'unissent pour constituer entre ces deux blocs un troisième bloc compact avec une idée préconçue et réalisable: celle de maintenir leur civilisation et leur tradition, telles que nous les avons connues dans le siècle passé et au siècle présent. C'est cet esprit qui a motivé la conclusion du pacte de l'Atlantique Nord. J'ai trouvé dans ma lecture un seul article de journal où cela a été spécifié exactement. Il y est dit :

« Le Pacte est le résultat de la politique suivie. Il constitue un événement majeur dans l'histoire de ce siècle. Par-dessus tout son existence implique une décision d'une importance marquée prise pour parvenir à une fin, une alliance défensive, destinée à empêcher le déclenchement d'une guerre. »

Nous voilà au point de devoir approuver le pacte Atlantique Nord. Je constate que les membres de ma fraction sont d'accord et nous souscrivons au pacte de plein cœur, car nous estimons qu'il est une garantie pour la paix européenne et peut-être pour la paix mondiale.

Ce qui est certain, c'est que depuis que le pacte est signé, il semble que l'horizon de la politique mondiale se soit éclairci. La guerre froide a déjà montré en quelque sorte une éclaircie notable. Est-ce que c'est l'effet du pacte? En tout cas, les pays du pacte constituent une force formidable qui pèsera certainement dans la balance lorsqu'il s'agira de la paix ou de la guerre.

Il reste encore une autre question : c'est celle de savoir quelle sera la durée de ce pacte. M. Fohrmann a parlé de cette question d'une façon plutôt voilée, mais je crois qu'il a mis le

doigt sur le point névralgique. Le pacte aura une vie longue si l'esprit du pacte est maintenu à l'intérieur des pays qui l'ont contracté, mais le jour où cet esprit chavire, il est certain que le pacte chavirera. C'est pourquoi les Gouvernements devront tâcher de maintenir cet esprit qui a conduit à la conclusion du pacte.

Pour finir, je constate avec les membres de notre fraction qu'il est exact ce que l'hon. rapporteur a dit : que le pacte ne contient aucune clause qui pourrait être considérée comme agressive et aucune clause qu'on pourrait interpréter comme nuisible à notre pays. (*Très bien ! sur les bancs du groupement.*)

M. le Président. L'hon. M. Rasquin a la parole.

M. Rasquin. Messieurs, il m'a semblé que mon hon. prédécesseur a voulu opposer le pacte Nord-Atlantique au Pacte à Cinq. Ce n'est pas dans cet ordre d'idées que je discuterai le nouveau pacte nous soumis, mais dans son cadre propre.

Quand, en 1918, les peuples ont créé la Société des Nations, c'est que les peuples avaient vraiment l'impression que cette fois-ci ils devaient créer une organisation qui pourrait mettre fin à la guerre. La Société des Nations n'a pas rempli les espoirs que les peuples avaient mis en elle. La Société des Nations s'est avérée inefficace dans la plupart des cas, et si on voulait examiner les causes de cette inefficacité, je crois qu'on la trouverait dans la fameuse règle de l'unanimité.

Quand la deuxième guerre mondiale était finie, les hommes qui ne finissent jamais par désespérer ont fait renaître la Société des Nations sous la forme des Nations Unies, et tous, je crois, ont vu dans l'organisation des Nations Unies une possibilité nouvelle d'éviter les guerres et d'assurer une collaboration paisible entre tous les peuples de la terre. Je vois que tous les espoirs mis dans l'organisation des Nations Unies ont été déçus. Et pourquoi? Il suffit de dire que la Charte de l'organisation avait prévu le droit de veto. Il suffit de dire que ce droit de veto a été utilisé 30 fois, 29 fois par la Russie et une seule fois par la France.

Si l'organisation des Nations Unies n'a pas pu réussir jusqu'ici dans ces pays, c'est qu'il y a des nations qui n'ont jamais voulu céder quoi que ce soit de leur souveraineté nationale au profit d'une souveraineté beaucoup plus large, plus étendue, qui, elle, aurait pu réaliser ces espoirs. Cependant par 29 fois, la Russie avait émis son veto ; par 29 fois elle a refusé d'accepter ce que la grande majorité des membres des Nations Unies avait décidé. Si, dans ces conditions, et dans le désespoir de voir réussir sous cette forme l'organisation qui devait être la gardienne efficace de la paix, l'idée est née de la sauvegarder d'une autre façon, vraiment, tout le mode serait mal venu pour reprocher à ceux qui ont constaté cette faiblesse, de vouloir garantir leurs pays devant tout agresseur éventuel. C'est ainsi qu'est né le Pacte à Cinq, c'est ainsi qu'est né le Pacte Atlantique Nord. Avant le Pacte à Cinq, avant le Pacte Atlantique Nord, il existait déjà d'autres pactes semblables entre la Russie et ses voisins, il existait déjà des traités économiques qui avaient la tendance d'utiliser toutes ces économies non pas dans le but de relever le standard de vie de la population, mais d'assurer la base d'une union militaire de ces Etats. Pour le moins, les autres Etats d'Europe ont les mêmes droits qu'ont eus les premiers Etats qui ont conclu ce genre de pacte. Contre qui ces pactes sont-ils conclus?

M. Steichen. Contre l'Allemagne.

M. Rasquin. On nous dira que le Pacte Atlantique Nord a un caractère offensif, agresseur. Il me semble que cette accusation ne tient pas. Je ne vois pas comment l'un de ces pays se lancerait dans une attaque contre l'Allemagne ou la Russie. Je suis certain que ceux qui veulent faire croire à cette possibilité ne croient pas eux-mêmes à cette accusation qu'on ne peut pas soutenir. On nous dit que c'est un pacte dirigé contre la Russie, on nous dit qu'il est dirigé contre l'Allemagne qui n'y est pas désignée, que la Russie n'est plus un agresseur et qu'elle n'attaque pas délibérément un autre pays. Il est difficile, impossible même de définir d'avance celui qui, sans se soucier de l'humanité et des conséquences d'une guerre, veut en déclencher une, mais il est certain que si un pacte pareil avait existé en 1939, la guerre n'aurait pas eu lieu.

M. Biever Nic. Très bien !

M. Steichen. Il n'y avait pas de pacte en ce moment-là.

M. Rasquin. C'est si clair, comme l'a justement dit l'hon. M. Wolter, que les résultats du pacte qui nous est soumis, se sont déjà fait jour. Si aujourd'hui la Conférence de Paris a pu se réunir, il est certain, quoi qu'on en dise, que c'est précisément à cause de l'existence du Pacte Atlantique Nord. Le pacte de l'Atlantique Nord a donc eu déjà un premier résultat tangible, résultat non en faveur de la guerre, mais en faveur de la paix.

M. Biever Nic. Très juste !

M. Rasquin. Nous ne jugerons pas le Pacte non plus d'après ce qu'ont pu en dire certains journaux. Nous le jugerons d'après les textes. J'ajouterai tout de suite que nous savons très bien, nous socialistes, que des pactes de défense et des pactes militaires en général, sont peut-être des pactes contre la guerre, mais ne sont pas encore des pactes pour la paix. Je veux dire, que le pacte en lui-même ne résoudra certainement rien et que nous, socialistes, nous ne le considérons nullement comme une fin en soi ou comme le seul moyen, comme véritable et dernier moyen de sauvegarder la paix. Nous avons tout de même d'autres solutions à proposer, et la première c'est la réorganisation de l'Organisation des Nations Unies, ce qui, nous le disons, n'implique pas que ce Pacte soit dirigé contre l'ONU et nous dirons même que nous souhaitons le jour proche où à la suite d'une réorganisation de l'Organisation des Nations Unies, ce pacte deviendra complètement inutile. Voilà ce que nous devons souhaiter. Nous disons autre chose : qu'une des conditions essentielles de la paix c'est le règlement du problème allemand, et nous espérons, nous, socialistes, avec tous ceux qui aiment la paix, que la Conférence actuelle de Paris ne subisse non seulement pas un échec, mais qu'elle soit réellement un succès. C'est là la véritable condition de la paix, et nous disons en fin de compte : Ce n'est pas en créant des armements que vous finirez par éviter la guerre, mais c'est en désarmant qu'on finira par éviter la guerre. Et voilà pourquoi nous, socialistes, nous reprenons ce que nous avons dit depuis 1918 : il n'y a de paix et de collaboration possible entre les peuples que dans le désarmement et dans la sécurité collective. Voilà la véritable solution à apporter au problème de la paix. Nous savons très bien qu'il a été question de désarmement, que les uns disent

oui, mais nous sommes pour un désarmement multilatéral égal et contrôlé. Mais parler souvent de désarmement, et ne pas permettre que les autres contrôlent ce désarmement, ce n'est pas là le désarmement. Le désarmement doit être contrôlé par tout le monde pour tout le monde, (*Très bien !*) et c'est ainsi qu'on peut sauver la paix. Aussi dirai-je en concluant, que je crois que nous pouvons tous nous mettre d'accord sur ceci, c'est que le meilleur résultat du pacte serait s'il ne devait jamais sortir ses effets. (*Très bien ! sur les bancs du parti ouvrier socialiste.*)

M. le Président. L'hon. Ministre des Affaires étrangères a la parole.

M. Bech, Ministre des Affaires étrangères. Messieurs, lors des débats budgétaires j'ai eu l'occasion de définir le caractère, les buts et la portée du Pacte de l'Atlantique Nord qui est en ce moment soumis à vos délibérations. Aujourd'hui il me serait difficile d'ajouter quelque chose de nouveau et d'inédit aux commentaires officiels et officieux, aux nombreux discours et articles de journaux, dont ce traité a fait l'objet depuis sa publication et dès avant sa signature.

Je me bornerai donc à souligner une fois de plus le caractère défensif du Pacte et sa conformité avec la Charte des Nations Unies en réfutant en passant les arguments, les exagérations et les incorrections que les communistes viennent, une fois de plus, de porter à cette tribune.

Messieurs, je n'ai pas besoin de répéter combien notre pays et avec lui tous les pays pacifiques du monde restent attachés au principe inscrit dans la Charte des Nations Unies. L'organisation internationale des peuples pacifiques est la meilleure garantie de la paix mondiale et, par conséquent, de notre propre sécurité. Ce n'est certes pas notre faute — ainsi que l'a déjà tout à l'heure dit l'hon. M. Rasquin — si les événements politiques survenus dans le monde depuis 1945 ont ébranlé la foi dans l'efficacité des garanties de l'Organisation des Nations Unies, si l'insécurité et la peur d'une agression possible ont fait rechercher aux nations pacifiques des garanties plus concrètes dans la conclusion d'accords régionaux comme le Pacte de Bruxelles et de pactes défensifs comme le Traité de l'Atlantique Nord. La conclusion de pareils accords aurait été inutile si l'Organisation des Nations Unies avait donné son plein rendement, si son efficacité n'avait pas été sapée par l'usage abusif du droit de veto et si la formation et la concrétisation de blocs idéologiques opposés n'avait pas augmenté d'une façon inquiétante l'instabilité de la situation internationale.

Il est inexact de dire que le traité de l'Atlantique Nord est en opposition avec la Charte des Nations Unies. Bien au contraire, le texte du traité contient de nombreuses références à la Charte et toute son économie manifeste clairement l'intention des parties contractantes de se conformer aux buts et aux principes de la Charte. Il en est un complément nécessaire, il sert la même cause, celle de la paix et de la sécurité.

M. Grandgenet. Dat ass och net wo'er.

M. Bech, Ministre des Affaires étrangères. Le préambule place le traité dans le cadre de la Charte. Employant les termes mêmes de la Charte, les pays signataires du traité s'engagent à résoudre par des moyens pacifiques tous les conflits internationaux dans lesquels ils pourraient être impliqués et à s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir

à la menace ou à l'emploi de la force de toute manière incompatible avec les buts des Nations Unies. Est-il possible de définir plus nettement et plus explicitement le caractère défensif de ce traité?

En prévoyant dans son art. 52 la conclusion éventuelle de pactes régionaux, la Charte a indiqué aux groupes de nations qui ont des intérêts politiques et économiques communs le moyen d'une collaboration efficace pour la paix et la sécurité dans leurs régions. Les signataires du Pacte auraient pu invoquer cet article. Pourtant le Pacte de l'Atlantique se fonde sur une autre disposition de la Charte, l'art. 51, qui consacre le « droit naturel de légitime défense individuelle ou collective, dans le cas où un membre des Nations Unies est l'objectif d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de Sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales ». De ce droit découle de toute évidence celui de se mettre en mesure de l'exercer le cas échéant et, par conséquent, d'organiser d'avance sa défense pour l'éventualité d'une attaque armée. Voilà la base du Pacte.

L'article 5 du Traité que l'on peut considérer comme le plus important parce qu'il prévoit la mise en œuvre de la défense collective en cas d'attaque armée se base expressément sur l'art. 51 de la Charte. Il en reproduit notamment la disposition en vertu de laquelle toutes les mesures de défense à la suite d'une attaque armée doivent être immédiatement portées à la connaissance du Conseil de Sécurité. Ce même article comporte enfin l'obligation pour les parties contractantes de cesser leur action collective de défense aussitôt que le Conseil de Sécurité aura pris les mesures nécessaires pour établir et maintenir la paix et la sécurité internationales.

Le principe contenu à l'art. 103 de la Charte en vertu duquel les obligations incombant aux membres des Nations Unies prévaudront en cas de conflit entre ces obligations et celles résultant de tout autre accord international est réaffirmé par l'article 7 du Traité.

Enfin, l'article 12 du Traité en prévoit une révision éventuelle après 10 ans et stipule expressément qu'une telle révision devra tenir compte du développement des arrangements tant universels que régionaux conclus conformément à la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cette clause reflète le désir des parties contractantes de voir arriver le jour où se réalisera enfin le système de sécurité universelle primitivement envisagé par la Charte.

Je crois avoir démontré à suffisance de droit que, loin d'être contraire à la Charte des Nations Unies, le Pacte de l'Atlantique Nord s'y subordonne et en adopte entièrement les buts et les principes.

Les adversaires du Pacte soutiennent que le Pacte aurait un caractère agressif et qu'il servirait à préparer la guerre. Rien ne justifie une telle assertion. Il résulte, en effet, clairement du texte des articles 4, 5 et 6 du Traité que son mécanisme n'entre en jeu qu'en cas de menace à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique ou à la sécurité d'une des parties, ou dans le cas où il se produirait une attaque armée dans une des aires géographiques définies à l'art. 6. En d'autres termes, le Traité n'entrera en jeu qu'en cas de violation de l'alinéa 4 de l'art. 2 de la Charte des Nations Unies, aux termes duquel les membres de l'Organisation se sont

engagés à s'abstenir dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.

Or, il n'y a rien dans le Traité de l'Atlantique Nord qui puisse provoquer ou justifier l'emploi de la force contre un autre État quelconque, si cet État se conforme loyalement aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

Ce Traité n'est dirigé contre aucun État, si ce n'est contre un agresseur éventuel. Parce qu'il est subordonné à la Charte des Nations Unies et conforme à ses stipulations, il ne peut constituer une menace pour aucun autre État dont la politique et les actes sont également conformes et subordonnés aux dispositions de la même Charte.

Quant aux États signataires, l'esprit d'agression est contraire à leur tradition pacifique évidente, aux instincts de leurs populations et à la politique démocratique fondamentale de leurs gouvernements. La constitution d'une force défensive entre les mains des nations signataires pacifiques du Pacte qui vous est soumis est la meilleure garantie que les intentions de ce Pacte sont pacifiques et que ce Pacte ne peut pas conduire à la guerre.

Ceux qui s'insurgent, avec une passion trop violente pour ne pas être suspecte, contre les assurances que prennent les démocraties occidentales en faveur de la paix, ne peuvent pas contester et ne contestent pas que les pays de l'Europe orientale se sont unis par un réseau de 23 pactes d'assistance bilatéraux. Ils ont constitué le bloc oriental longtemps avant qu'il fût question d'un pacte militaire quelconque entre les nations occidentales. M'est-il permis de demander, puisque les communistes déclarent que le Pacte de l'Atlantique est dirigé contre la Russie, contre qui ce bloc oriental est-il donc dirigé?

M. Steichen. Contre l'Allemagne. (*Hilarité.*)

M. Wagner Georges. Dén hei och.

M. Bech, Ministre des Affaires étrangères. Vous avez déjà dit tout à l'heure, dans une interruption pendant le discours de l'hon. M. Rasquin, qu'il y avait deux différences entre les pactes conclus entre les pays orientaux et le pacte actuel.

Les pactes conclus par l'URSS et ses satellites sont bilatéraux, dites-vous, tandis que le Pacte de l'Atlantique est multilatéral. La même objection a été présentée par les communistes à la Chambre belge. Je ne puis mieux faire que de vous citer la réponse qui leur a été faite dans le rapport de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre belge : « Une grande nation, en négociant séparément avec un pays plus faible, limite singulièrement la liberté de discussion de celui-ci. Ce fut le cas pour les traités d'amitié et d'assistance mutuelle conclus par l'URSS.

Le Pacte de l'Atlantique, au contraire, fut négocié en commun, ce qui laissait aux différents pays la possibilité de s'unir pour mieux se défendre contre des obligations qu'on aurait voulu leur imposer. Il fut signé, non pas en secret, mais à la face du monde. Mieux que cela, il fut publié avant sa signature. L'univers tout entier a pu le commenter et le discuter. Ajoutons que l'initiative n'appartient pas aux pays les plus forts, mais aux pays qui sollicitaient les garanties de l'Amérique. »

M. Useldinger. Können mer hei dann nach eppes drun anneren?

M. Bech, Ministre des Affaires étrangères. Evidemment. La Chambre luxembourgeoise est libre de répudier le Pacte, si l'intérêt du pays lui dictait une telle attitude. Vous dites encore qu'une seconde différence entre notre Pacte et les traités conclus par les pays de l'Est c'est que ces derniers sont dirigés uniquement contre l'Allemagne. Oseriez-vous soutenir par là que ces traités ne s'appliquent pas contre tout agresseur éventuel et ne joueraient pas dans le cas d'une agression venant d'un autre pays que l'Allemagne? Ce ne serait pas sérieux.

Quoi que les adversaires du Pacte disent, la constitution d'une force défensive entre les mains de nations dont les intentions sont pacifiques, ne peut pas conduire à la guerre. L'esprit d'agression est contraire aux traditions pacifiques évidentes de ces nations, aux instincts de leurs populations et à la politique fondamentale de leurs Gouvernements.

De nos jours, la sécurité internationale se réalise surtout par des mesures préventives contre la guerre. Pour garder nos libertés, pour nous garantir contre toute attaque pouvant porter atteinte à notre intégrité territoriale ou à notre indépendance politique, nous devons être prêts à assumer les obligations qui résultent de la participation à un système de défense collective susceptible de faire entrevoir dès à présent à tout agresseur éventuel le prix qu'il devrait payer pour son agression.

Les articles 3, 4 et 5 du Traité déterminent les obligations des parties contractantes.

L'article 5 comporte un engagement moral et juridique suffisant pour qu'en cas d'attaque d'une des parties, les autres lui portent une assistance rapide et efficace, tout en respectant leurs règles constitutionnelles respectives. Tous les pays signataires ne prendront pas nécessairement les mêmes mesures pour faire face à l'agression. Le choix des moyens leur est laissé. Ces moyens ne seront pas forcément d'ordre militaire et les mesures qu'ils prendront, d'accord avec les autres pays signataires, seront en raison directe de leurs possibilités et de leurs moyens. Pour chacun d'entre eux, ces mesures dépendront en outre du lieu et des circonstances de l'agression.

L'article 5 serait inopérant, si les signataires du Pacte ne se mettaient pas dès-à-présent en mesure de résister en commun à toutes les agressions éventuelles. C'est pourquoi l'article 3 du Traité leur impose l'obligation de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour accroître leur potentiel de défense et pour mettre en commun tout ce qui est susceptible de renforcer leur capacité individuelle et collective de résistance à une attaque armée. La contribution du Grand-Duché sera probablement plutôt de nature économique. En tous cas, quelles que soient les précautions que l'on prendra, le but visé ne sera jamais l'agression, mais exclusivement la défense.

Répondant à une question de M. Fohrmann, je dis que le Pacte à Cinq continuera à exister intégralement.

L'article 4 du Traité prévoit l'hypothèse d'une attaque venant de l'intérieur et menaçant l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité d'un des pays signataires. Dans ce cas, il y a lieu de distinguer entre l'activité révolutionnaire purement intérieure, celle-ci ne pouvant entraîner aucune intervention, et l'activité révolutionnaire aidée de l'extérieur. En d'autres termes, l'article 4 a unique-

ment pour objet de prévenir l'ingérence d'un Etat étranger dans les affaires intérieures de l'un des pays signataires, ingérence qui se traduirait par des faits violents. En cas de pareille menace contre l'intégrité politique d'une des parties contractantes, des consultations auraient lieu entre les pays signataires au sujet des mesures à prendre. N'importe lequel des pays signataires pourrait provoquer ces consultations.

Ai-je besoin d'ajouter que l'alliance n'est pas en sens unique : elle comporte des avantages et des obligations pour les deux groupes de participants. Il ne s'agit pas d'un traité de protectorat, mais d'un accord conclu entre partenaires égaux.

M. Wolter. Des nations libres.

M. Bech, Ministre des Affaires étrangères. En ce qui concerne l'aire d'application du Pacte, celle-ci est définie en son article 6. Aux termes de cet article « est considérée comme une attaque armée contre une ou plusieurs des parties : une attaque armée contre le territoire de l'une d'elles en Europe ou en Amérique du Nord, contre les départements français d'Algérie, contre les forces d'occupation de l'une quelconque des parties en Europe, contre les îles placées sous la juridiction de l'une des parties, dans la région de l'Atlantique Nord au nord du tropique du cancer ou contre les navires ou aéronefs de l'une des parties dans la même région. »

Les signataires sont convenus que par attaque armée il faut entendre une attaque physique menaçant l'existence d'un Etat, c'est-à-dire une agression caractérisée et intentionnelle, dénotant l'hostilité d'un gouvernement contre un autre gouvernement. Un simple incident ne saurait suffire pour déclencher le mécanisme du Pacte, à moins que cet incident ne soit d'une gravité telle qu'à l'unanimité des signataires il doive être considéré comme une attaque armée dans le sens des articles 5 et 6.

L'accession d'autres nations européennes au Pacte pourrait en étendre l'aire d'application. La procédure d'accession est réglée par l'article 10 qui requiert l'unanimité de tous les pays signataires pour qu'une autre nation européenne puisse être invitée à accéder au Pacte. Aux termes de cet article, tout nouveau membre doit être « susceptible de favoriser le développement des principes du présent Traité et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord. »

Voilà, Messieurs, dans leurs grandes lignes, les commentaires que je me suis cru en devoir de vous soumettre au sujet du Traité de l'Atlantique Nord.

Je répète en terminant que notre pays reste attaché aux principes de la sécurité universelle contenus dans la Charte des Nations Unies et qu'il déplore sincèrement les tensions internationales qui ont rendu nécessaire la conclusion du Traité soumis à votre approbation.

Les pays qui ont signé ce Pacte ont en commun les mêmes institutions représentatives, le même respect des droits de l'homme, le même amour de la liberté et de la paix.

En assurant ces signataires contre les risques d'agression, le Pacte assure en même temps l'avenir de ces valeurs de civilisation ; en consolidant la paix, il permettra à l'Europe d'entreprendre les tâches constructives dans le domaine économique et social, tâches qu'elle ne peut mener à bien que dans une sécurité retrouvée.

En exprimant l'espoir qu'il ne sera jamais nécessaire d'invoquer les dispositions de ce Traité, je crois me faire

votre interprète à tous et celui du peuple luxembourgeois que vous représentez. (*Très bien ! sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. La discussion générale est close. Nous allons passer à la lecture de l'article unique.

L'article est admis.

Nous allons passer au vote sur l'ensemble par appel nominal.

Ceux qui sont d'avis d'adopter ce projet, sont priés de dire oui, les adversaires diront non.

Il y a 51 votants.

— **Ont voté oui :** MM. Leonardy, Loesch, Rasquin, Reuter, Schiltges, Simon, Speck, Thill, Wagner Charles, Welter, Wiltzius, Wirtgen, Wolter, Abens, Bauer, Biever Nic., Bodson, Bousser, Decker, Delaporte, Dury, Fohrmann, Frieden, Gansen, Gengler, Grégoire, Jacoby, Kasel, Kinsch, Krier, Biever Tony (par M. Schiltges), Clemens (par M. Abens), Colling (par M. Thill), Fandel (par M. Biever Nic.), Hamilius (par M. Frieden), Jacquemart (par M. Wolter), van Kauenbergh (par M. Bodson), Lommel (par M. Delaporte), Margue (par M. Kasel), Netgen (par M. Fohrmann), Neu (par M. Bauer), Peffer (par M. Wagner Charles), Peusch (par M. Wiltzius), Rock (par M. Loesch), Schmit (par M. Jacoby) et Wagner Georges (par M. Simon).

Ont voté non : MM. Moes, Steichen, Useldinger, Grandgenet et Urbany (par M. Useldinger).

Le projet de loi est donc admis par 46 voix contre 5.

Est-ce que la Chambre entend accorder la dispense du second vote constitutionnel? (*Oui, oui ! - Non, non ! sur les bancs communistes.*)

La dispense est donc accordée.

Nous passons maintenant au numéro suivant de notre ordre du jour.

M. Fohrmann. Pardon, Monsieur le Président, j'ai encore déposé une motion sur laquelle il y a lieu de voter.

M. le Président. En effet, il y a encore une motion du parti ouvrier socialiste qui est de la teneur suivante :

« D'Chamber stellt fest,

dass den Atlantik-Pakt vun allergre'sster Wichtegkêt fir d'Zukunft vun eisem Land ass an durfir all Letzeburger iwer de Senn an d'Portée vum Atlantik-Pakt opgeklärt soll sin,

si beschle'sst durfir, so'wuel den Text vum Pakt we' och de' resp. Chamberdebatten an engem extrae Chamberbericht zesummenzefassen an all Haushalt zo'zestellen. »

Cette motion tend donc à faire publier le texte intégral des discours dans la langue dans laquelle les orateurs ont parlé. La Chambre est-elle d'accord?

M. Bodson. Non, non, Monsieur le Président, en allemand.

M. le Président. La motion ne contient cependant pas cette particularité.

M. Wolter. Avant de décider une pareille chose, il faudrait savoir combien cela nous coûterait, car nous ne sommes pas très riches.

M. le Président. D'autant plus que cela retarderait beaucoup la publication.

M. Bodson. Cela est pourtant très intéressant.

M. le Président. D'autre part ce document a une portée internationale, de sorte que certaines parties devraient également paraître en français.

M. Wolter. On pourrait peut-être publier le texte du Pacte en français et en allemand.

M. le Président. Dans les deux langues donc.

M. Bodson. Oui, Monsieur le Président, le tout dans les deux langues. Pas seulement le texte du Pacte.

M. le Président. Cela nous demandera cependant plusieurs semaines de temps.

M. Bodson. Pas plusieurs semaines, voyons.

M. Bousser. D'analytesch Berichter kommen iwerhaupt emmer ze spe't.

M. Biever Nic. Déje'negen vun der Stad Letzeburg.

M. le Président. La motion de l'honorable M. Fohrmann prévoit la publication intégrale des débats et on ajoutera la publication du texte de ce Traité dans les deux langues française et allemande.

M. Bech, Ministre des Affaires étrangères. Les deux textes officiels du Pacte sont en français et en anglais.

M. le Président. Pour nous c'est le français et l'allemand. Ce sont d'ailleurs les deux langues qui sont les plus courantes chez nous.

M. Bech, Ministre des Affaires étrangères. Il faudra cependant encore réfléchir avant de prendre une décision.

M. Bodson. Non, non, c'est décidé.

M. Fohrmann. On fera confiance au Bureau.

M. Biever Nic. Sans faire confiance au Gouvernement.

M. le Président. Le Bureau fera de son mieux.

Je voudrais encore ajouter à l'ordre du jour le projet de loi qui vient d'être distribué aujourd'hui et qui ne figure pas encore sur notre ordre du jour. Il s'agit du projet de loi ayant pour objet de majorer certains droits d'enregistrement et de timbre et des taxes diverses. Ce projet de loi nous revient du Conseil d'Etat pour être discuté ici en seconde lecture. Le rapporteur est prêt pour faire rapport demain.

M. Wolter. Oui, Monsieur le Président. Dès demain je pourrai être à la disposition de la Chambre.

M. Biever Nic. Mir hun awer nach virdrun de' Interpellatio'n iwer den Hirtebre'f, de' à la suite de l'ordre du jour gesat go'f.

M. Wolter. C'est un projet en seconde lecture.

M. le Président. Qui ne prendra pas beaucoup de temps. Est-ce que la Chambre décide de prendre l'interpellation immédiatement après l'ordre du jour?

M. Bodson. Oui, à la suite du premier ordre du jour.

M. Loesch. On pourrait le prendre à la fin de ce petit projet qui ne prendra pas beaucoup de temps, à moins que M. Wolter ne parle trop longtemps.

M. Wolter. Je n'ai pas pour longtemps, ce sera vite fait.

M. le Président. Je prie la section centrale de ce projet de se réunir demain à 2 heures 30.

M. Wolter. Pour les taxes?

M. le Président. Oui, le projet concernant les taxes d'enregistrement, et nous le prendrons à la suite de l'ordre du jour.

M. Bodson. Il a été distribué?

M. le Président. Vous l'avez reçu.

Nous arrivons maintenant au projet de loi concernant l'organisation des services de l'aéroport. L'honorable rapporteur, M. Schiltges a la parole.

VI. — *Projet de loi portant organisation des services de l'aéroport de Luxembourg. — N° 195. — Rapport de la section centrale. — Discussion générale.*

M. Schiltges, rapporteur. Messieurs, le projet de loi qui est soumis aujourd'hui à l'approbation de la Chambre porte sur l'organisation des services de l'aéroport de Luxembourg. Le projet est la suite logique de la loi du 19 mars 1937 qui autorisait le Gouvernement à construire un aéroport sur le territoire de la commune de Sandweiler au lieu dit « Um Findel ». En effet, nous avons admis la construction d'un aéroport et alors il faut également organiser les services qui permettent son exploitation. Dans son avis sur le présent projet de loi le Conseil d'Etat a cru utile de recommander de remettre à l'étude la question de savoir si la forme d'exploitation qu'on veut appliquer à l'aéroport de Luxembourg se justifie au point de vue économique et au point de vue des finances publiques. Cette observation est pleinement justifiée quand on constate que l'établissement de l'aéroport du Findel a déjà immobilisé de fortes sommes. En effet, les investissements d'avant-guerre atteignent le chiffre de 2,5 millions. De 1946 à 1949 23,2 millions ont été ou seront employés à l'aménagement de notre aéroport. Pour faire du Findel une gare capable de répondre au trafic intercontinental il faudrait dépenser dans les années à venir encore une centaine de millions. En effet, l'établissement d'une piste de 2000 × 60 m, piste répondant à tous les besoins, nécessite la dépense de quelques dizaines de millions.

Cependant la section centrale n'a pas cru pouvoir se rallier à cette observation, car, tout en admettant dans sa majorité qu'une exploitation privée serait préférable à une gestion publique, elle ne voit pas quel pourrait être cet organisme ou ce financier qui dépenserait une centaine de millions pour construire une aérogare et qui chaque année ajouterait à cette dépense les frais d'exploitation et d'entretien qui atteindraient le chiffre de 3 millions. Il faut compter en effet que l'entretien des terrains et des bâtiments absorbera la somme de 1,2 millions, somme à laquelle il faudrait ajouter la somme de 500.000 francs telle qu'elle est prévue par la présente loi. Or, ce dernier chiffre ne sera jamais suffisant quand on pense qu'il ne comprend pas le personnel auxiliaire et que l'exploitation d'un aérodrome ouvert au grand trafic nécessite un

service permanent. Du reste, cette augmentation est prévue à l'article 2 du présent projet. Vu ces dépenses élevées, dont on ne pourrait jamais imputer la charge au budget des villes ou des chambres de commerce ou autres organisations publiques ou privées qui sont intéressées au développement de la navigation aérienne, la section centrale, tout en reconnaissant le bien-fondé de l'observation du Conseil d'Etat, estime que l'Etat doit assumer la construction et l'exploitation de l'aéroport du Findel.

Il est peut-être intéressant de donner ici à cette tribune un bref aperçu des installations existantes et prévues à l'aérodrome.

A l'achèvement du plan général d'installation, notre aérogare comportera deux pistes de 2000 × 60 m et deux pistes de 1600 × 60 m, une installation météorologique, lumineuse et radioélectrique complète permettant des atterrissages la nuit et par mauvaise visibilité. Elle comprendra également une aire d'atterrissage pour l'aviation de sport et de tourisme. Le port aérien sera doté également d'un grand hangar pour l'aviation commerciale et d'un hangar plus petit pour les avions privés et d'une aérogare moderne avec toutes les facilités pour le trafic. Une des grandes pistes a maintenant une longueur de 1500 m et le grand hangar est en construction de sorte que le trafic entre les grandes métropoles pourra reprendre dans un avenir très proche par les services de navigation aérienne (Luxembourg Airlines) et par d'autres sociétés de transport aérien. En ce qui concerne les perspectives d'avenir de notre aérodrome il faut dire ici que par sa situation il a un avantage sur les aérogares de nos voisins belge et hollandais. Tandis qu'au jour de mauvaise visibilité le plus souvent ces grands ports sont inutilisables pour l'atterrissage à cause des nappes de brouillard, notre terrain a une parfaite visibilité et cette qualité pourrait bien le prédestiner à devenir un jour le port terminus des grandes lignes transcontinentales. Cette possibilité serait déjà entrée au moins partiellement dans la voie de la réalisation si les pistes d'atterrissage avaient atteint les dimensions prévues pour ce trafic.

Messieurs, quelles seront maintenant les recettes probables de cette aérogare? En 1948, le nombre d'atterrissages a été de 305. En admettant que le trafic augmente considérablement avec les améliorations des installations et en admettant un maximum de 3.000 atterrissages par an et en tablant sur une taxe moyenne de 500 francs, les recettes atteindraient le chiffre de 1,5 millions, chiffre qui, à ce moment, suffirait peut-être pour payer les dépenses pour le personnel et l'entretien. Je ne crois pas qu'en puisse porter au crédit de l'aérogare les recettes des douanes qui ont été de 602.600 francs en 1948, car si les marchandises n'avaient pas été expédiées par avion, elles l'auraient été par camion ou chemin de fer.

Je ne voudrais pas terminer cet exposé sans vous avoir soumis quelques considérations sur l'ensemble de ce problème. L'installation et l'organisation de la navigation aérienne dans le Grand-Duché suscitent des dépenses qui, comparées à des installations semblables dans d'autres pays, ne sont d'aucun rapport avec notre population. Cependant, sans vouloir dire que la navigation aérienne soit pour le pays d'une impérieuse nécessité il faut admettre que nous ne saurions nous opposer au progrès de la technique. L'aérogare du Findel contient des possibilités d'expansion économique qu'à l'heure actuelle nous ne pouvons peut-être encore soupçonner. D'autre part, il faut dire également que l'accroissement du

trafic aérien constituera une nouvelle concurrence pour nos chemins de fer et qu'à côté du problème rail-route nous aurons peut-être un jour à étudier la coordination du trafic aérien et terrestre. Actuellement nous constatons que le développement des chemins de fer a été trop rapide parce qu'il a été mené avec trop d'optimisme et trop de confiance dans les possibilités de la technique. Il en a été de même pour les tramways. Ainsi nos chemins de fer — et nous ne sommes pas le seul pays à faire cette constatation — ont des difficultés d'exploitation parce que le réseau est trop grand. Vingt ans après la mise en service des tramways du canton d'Esch, on commence déjà à démolir le réseau pour le remplacer par un réseau d'autobus.

Messieurs, j'ai cité ces deux exemples pour mettre en garde contre des réalisations trop rapides et trop vastes dans le domaine de la navigation aérienne dans notre pays. La technique, dans ce domaine, peut changer totalement par l'application d'un seul principe nouveau. Si, p. ex. l'hélicoptère se développe encore davantage, nous n'aurons plus besoin de grandes pistes d'envol. Si, d'un autre côté, le trafic international se développait avec des unités aux dimensions de plus en plus géantes, nos possibilités financières ne nous permettraient certainement pas de suivre ce développement.

Le Conseil d'Etat a apporté différentes modifications aux articles du présent projet. Les uns ont trait au libellé de différents articles, les autres se rapportent au classement du personnel dans les différents groupes des fonctionnaires de l'Etat. Ni l'une ni l'autre ne donnent lieu à objection et il y a lieu de voter la loi et le texte du Conseil d'Etat.

C'est sous le bénéfice de ces observations que je prie la Chambre d'adopter ce projet qui doit donner à notre aéroport les possibilités de fonctionner et nous permettre d'étudier son avenir en tenant compte des intérêts du pays. (*Très bien !*)

M. Bodson. Messieurs, quand j'ai examiné ce projet de loi et quand j'ai vu l'exposé des motifs, je croyais qu'on allait enfin entrer dans des réalisations plus substantielles. En effet, ce projet porte la date du 23 mars 1948, donc plus d'une année s'est passée depuis...

M. Wolter. Après votre départ.

M. Bodson. ...et il ne vise que la concrétisation de mes projets très modestes en ce moment, et j'avais cru qu'on pourrait voir un progrès alors que nous devons constater, hélas, un recul considérable. Il est bien vrai que le projet parle du prolongement de la piste principale à 1500 m, mais je ne vois pas qu'on ait déjà commencé et je ne constate pas le moindre travail pour changer de direction la route qui va à Remich. En effet, avant de penser à avoir une piste un peu plus longue, avant de penser à avoir une piste offrant toutes les sécurités, il faut songer à réaliser un vieux projet. C'est le projet non seulement de supprimer ce pont à Pulvermühl, mais l'élargissement de la route et la suppression des deux passages à niveau qui se trouvent entre Pulvermühl et le cimetière américain de Hamm. C'est seulement par la réalisation de ces travaux-là et la continuation de la route principale à travers la forêt pour la continuer à travers le village de Sandweiler ou le cas échéant la faire remonter, qu'on aura dégagé assez l'aéroport pour en faire quelque chose de sérieux et de définitif. Je voudrais déplorer ici un peu l'indécision du Gouvernement et un peu la peur devant une dépense

unique pour ne pas avoir songé à réaliser le seul projet qui aurait pu nous donner un aéroport international, c'est le projet dit « projet de Filsdorf ». En effet, on n'a pas essayé parce qu'on croyait que 200 ha allaient être engloutis. Mais si l'on considère les projets actuels, si l'on sait qu'il suffit de faire seulement les pistes larges de 60 m avec un gazon de chaque côté de 30 m, on pourrait quand même utiliser tout ce qui reste entre les croix comme terrain arable, et les terrains utilisés ne se monteraient qu'à 50 ha. C'eût été le projet classique du temps où j'avais l'honneur de présider aux destinées du début de l'aviation à Luxembourg mais qui ne nous permettait pas de réaliser ce projet de plus grande envergure.

Mais je dois ici contredire l'honorable rapporteur qui nous dit que le terrain du Findel est un terrain idéal parce qu'il n'y a pas de brouillard, c'est malheureusement le contraire qui se produit et le terrain du Findel a proportionnellement plus de brouillard que n'importe quel autre terrain du pays situé dans des conditions semblables.

M. Schiltges, rapporteur. Ce n'est pas l'avis du Gouvernement.

M. Bodson. Le Findel est entouré de forêts, et à la moindre pluie, le brouillard y est.

M. Wolter. Il faudrait faire abattre alors la forêt.

M. Bodson. M. Wolter voudrait faire abattre des milliers d'hectares de forêts pour prolonger la piste de l'aéroport.

C'est aujourd'hui, au moment où le travail a été repris que je ferai le reproche à la Chambre de 1937 de ne pas avoir vu d'autres solutions à la question. Elle aurait dû prévoir l'évolution de l'aviation.

Revenons à notre question. La société qui exploite les lignes de Luxembourg à Paris, à Francfort et à Zurich a cessé toute exploitation depuis un certain temps. Le Gouvernement aurait dû assurer l'exploitation par une société capable telle que la Sabena, la Suisse-Air etc. Mais depuis 6 mois, on constate au Findel un désert complet. Si ce n'avait été l'avion qui a emporté la délégation parlementaire luxembourgeoise à Londres, ces derniers jours, nous n'aurions pas eu un seul mouvement à l'aéroport pendant 6 mois. Je m'en étonne et je me demande si le Gouvernement a fait tout le nécessaire pour avoir des lignes qui font escale à Luxembourg. Je me demande encore si le Gouvernement a fait tout son possible pour faire avancer l'aviation. Au Budget nous avons constaté le contraire. Le Gouvernement s'est abstenu de faire quoi que ce soit, il a laissé périr les quelques lignes que nous avions. A ce sujet je voudrais avoir de M. le Ministre des Transports quelques explications sur la disparition de la Sabena qui assurait un service régulier et sur la disparition de la Scottish-Air-Line qui a disparu également après avoir donné ce qu'on appelle en allemand « eine Gastrolle ». Est-ce que le contrat en question est fait en caoutchouc pour qu'il permette à une société de ne pas tenir ses engagements? Qu'on nous le dise alors. Si tel est le cas, on devrait résilier la convention et chercher ailleurs pour qu'il y ait un service permanent et régulier.

Quel que soit l'intérêt qu'on puisse porter à l'aviation-sport et aux quelque 6 avions de tourisme garés au Findel, je pense que les dépenses que nous avons faites, ne l'ont pas été pour l'aviation sportive, mais qu'elles doivent servir à ouvrir des lignes internationales et que notre terrain d'aviation ne doit

pas être une plaine de jeux pour avions de tourisme. Il doit servir à une chose sérieuse : aux transports internationaux.

On nous dit encore qu'en 1948 on avait prévu la construction de pistes et d'un grand terrain pour avions de ligne. J'ai cherché partout dans les journaux, mais je n'ai pas trouvé trace d'une soumission. Quand je suis arrivé dernièrement au Findel, j'ai vu que le hangar était presque achevé. Je ne sais pas s'il y a eu soumission. Il paraît que dans cette occasion la soumission a été faite de gré à gré, et que l'entreprise a été adjugée à une firme luxembourgeoise sans qu'il y ait eu une concurrence sérieuse. Si tel n'est pas le cas, M. le Ministre des Transports voudra nous dire s'il y avait un cahier des charges, qui a présenté une soumission et quels étaient les prix. En tout cas on aurait dû faire un peu plus de publicité à l'adjudication qu'il n'en a été fait. Dans les journaux je n'ai rien trouvé.

Ensuite je dois critiquer ce hangar en béton armé parce que de par le monde on a abandonné le système du hangar en béton. On n'a qu'à aller un peu au-delà de notre Findel pour le voir.

Notre président et moi-même nous avons eu l'occasion de nous convaincre à Nordholt en Angleterre qu'aucun de ces hangars n'est construit en béton, mais que tous sont des constructions en fer. Nous avons des firmes sérieuses qui nous auraient pu fournir des hangars en fer à moitié prix. Ceci uniquement pour servir d'indication pour l'avenir et pour les hangars que vous voudrez encore construire. Il faudra veiller à ce qu'on ne vous susurre de mauvais conseils à l'oreille, M. le Ministre.

M. Fohrmann. D'Regirong wëllt dat net gesin.

M. Bodson. En tout cas le Gouvernement mérite le reproche d'avoir laissé périliter nos lignes aériennes. Si encore on nous avait soumis des statistiques de marchandises transportées par tonne ou de passagers transportés en nombre et si nous avions vu depuis 1946 une flèche, alors tout le monde aurait été d'accord de voter cette loi et de faire les installations nécessaires pour parer à tout surcroît de trafic. Mais si, d'un autre côté, nous voyons l'herbe pousser sur les pistes, si nous voyons que le Gouvernement reste inerte et qu'il ne rappelle le concessionnaire à aucun de ses devoirs, je crois qu'il faut beaucoup de bonne volonté pour voter des dépenses qui actuellement encore sont faites en pure perte.

Néanmoins, je suis d'accord à voter le projet. Mon groupe est d'accord également, sous les réserves que je viens de faire.

Cependant, pour éviter tout optimisme exagéré, pour éviter que certains croient que la piste de l'aéroport de Luxembourg pourrait servir pour les avions intercontinentaux en partance de l'Amérique, du Canada ou du Portugal, ou pour éviter qu'on ne croie qu'il pourrait en atterrir ici à notre aéroport, il faut mettre une sourdine.

M. Schaffner, Ministre des Transports. Si, si, M. Bodson.

M. Bodson. Vous êtes tellement optimiste. Même avec le projet qui se trouvait dans les dossiers quand j'ai quitté le département que vous occupez depuis deux ans, je n'ai pas vu une seule réalisation. Tout cela est sur le papier. Je serais le premier à vous soutenir s'il y avait réalisation, mais pour le moment vous restez dans la réserve, vous n'avez rien réalisé sauf à faire périliter le trafic aérien du Luxembourg.

Si vous vouliez vous servir de notre aéroport comme d'un aéroport intercontinental, vous devriez chercher dans le pays et à 100 kilomètres au-delà pour trouver une piste d'envol pour le trafic transatlantique. Vous aurez des services réguliers avec Paris, Londres, même avec le Portugal, vous serez une station d'apport pour ces aéroports-là, mais vous ne ferez pas d'aéroport pour le trafic transatlantique. Je pense qu'il est assez erroné d'admettre que nous pourrions établir un service régulier avec une vingtaine de passagers entre Luxembourg-Bruxelles et Luxembourg-Paris, tout au plus. Nous avons deux années d'expérience derrière nous et ce n'est pas pour dire du mal de l'aéroport de Luxembourg, bien au contraire, mais il ne faut pas nier l'évidence, car avec une bonne voiture vous mettez 3 heures pour aller d'ici à Bruxelles.

M. Wolter. Mais non.

M. Bodson. Mais certainement, et alors vous n'aurez pas besoin de vous presser. Si vous allez à l'aéroport, vous devez être prêt à une heure fixe, vous avez une course d'une demi-heure pour arriver à l'aéroport, vous volez pendant une heure et vous mettez une demi-heure pour arriver à destination, alors vous gagneriez au plus $\frac{3}{4}$ d'heure, mais vous devez vous en tenir à un horaire, à une heure fixe et vous n'êtes pas toujours certain de partir avec l'avion à l'heure indiquée. Avec votre voiture vous partez et vous arrivez quand ça vous plaira. Je ne vois donc pas pourquoi il y aurait une ligne aérienne Luxembourg-Bruxelles. Il en est de même avec la France. Une bonne voiture met 4 heures pour vous amener à Paris. Pour l'avion l'aéroport est encore tellement distant qu'il faut une voiture pour vous rendre au centre de Paris. Vous mettez donc $3\frac{1}{2}$ heures pour l'avion contre 4-5 heures avec la voiture. Ce n'est pas cela qui garantira l'avenir de notre aviation. Je ne crois pas que l'essor de notre aviation puisse se faire du jour au lendemain et il ne se fera certainement qu'avec des pays éloignés de plus de 500 kilomètres. Si vous en créez en deçà de cette limite, il n'y aura pas de chance de succès.

Ceci dit, je voudrais encore dire quelques mots du personnel. Je ne sais pas si dans le projet de loi on a tenu compte des engagements des appariteurs, des observateurs. Ils avaient au moment où ils ont fait leur apprentissage d'observateur à St. Hubert la promesse qu'ils seraient admis au groupe 5b. Ici je vois le groupe 5a. Je ne sais pas si c'est le Conseil d'Etat ou le Ministre qui a grignoté. Seulement je tiens à dire qu'au moment de leur engagement il leur avait été promis le groupe 5b. Quant à l'art. 5 il y est dit que les conditions d'admission et d'avancement aux emplois prévus par la présente loi seront déterminées par arrêté grand-ducal. Je me méfie des arrêtés grand-ducaux qui ne sont pas annexés aux lois auxquelles ils se rapportent. L'hon. Ministre devrait nous promettre que nous aurons le texte du projet d'arrêté grand-ducal d'ici trois mois pour que ces gens sachent à quoi s'en tenir au sujet de leur avancement, si c'est le définitif provisoirement ou le provisoire définitivement. Donc je voudrais que les conditions d'admission et d'avancement soient présentées ensemble avec le projet de loi organique.

Dans ces conditions et sous la réserve de ce que je viens de vous dire, je déclare que mon groupe votera pour le projet de loi.

M. Krier. Très bien !

M. Useldinger. An normalen Zeiten hätt onse Groupe fir dese Projet de loi a fir dese Kredit gestëmmt. Mä d'Diskussio'n vum Atlantikpakt huet bewisen, datt mer net an normalen Zeite liewen, an dass d'Gefor ganz gro'ss ass, datt den Aerodrom me' fir militäresch Zwecker ewe' fir d'Ziviltransporter geduecht ass. Aus déne Grënn stëmmt onse Groupe einstweilen ge'nt dé Projet.

M. Schaffner, Ministre des Transports. Ech wëll kurz op e pur Objektio'nen vum Här Bodson äntworten.

Fir d'e'scht kritize'ert en d'Piste an e sét, mer wären zereckgangen. Dat ass net wo'er, well momentan baue mer op der enneschter Seit, zur Gre'vemacherer Seit d'Piste weider aus bis un de Besch, bis se 1500 Meter lang ass, eso' we' se muss sin. Se muss 1500 Meter hun, fir datt 4-motoreg Avion'e könne mat Regelmässegkët starten a landen. Wa mer de Projet, dé virgeseit, d'Sandweiler Ströss ze supprimé'eren a lanscht den Hammer Kirfecht ze furen, ausfé'ere gengen, da geng dat vill Geld kaschten. Well mer ower de' Suen net hun, musse mer haushalten an d'Säch net ze vill gro'ss upaken.

M. Bodson. Cela constitue un danger immense pour l'aviation, car si vous prolongez la piste dans la forêt, vous tombez à pic, et quelqu'un qui dépasse cette piste, ne fût-ce que de 5 mètres, va irrémédiablement tomber dans le ravin.

M. Schaffner, Ministre des Transports. Wat de' aner Fro ubelängt, datt mer um Findel emmer Niwel hätten, do sin ech wirklech ganz paff, da misst de Service météorologique mech hannert d'Licht gefo'ert hun, well den huet mer gesot, datt mer um Findel 70% gutt Wieder hätten, während dé gr'ssten Dël vun dénen aneren Aerodromen, enner aneren och dé vu St. Hubert a Bre'ssel, nemme bis op 30—35% ke'men.

Wat d'Piste ubelängt, huet den Här Bodson gesot, se geng negligé'ert gin, an et geng Gras drop wue'sen.

M. Bodson. Dat hun ech net gesot. Verstitt der da kë franse'sch?

M. Schaffner, Ministre des Transports. Mer hun 2 Pisten aus Gras, de' sech kreizen an eng aus Godrong. De' lescht ass nach net ganz ferdeg, well mer do e Bockel dran hun, den d'Aviatio'n immens behennert.

M. Bodson. Da schneid en eraus.

M. Schaffner, Ministre des Transports. Dén ass entstanen zo' enger Zeit, we' ech nach net Minister wor, we' d'Amerikaner d'Piste gemat hun.

Wat den Hangar ubelängt, so' kann ech dem Här Bodson versecheren, datt net irgend e Marché de gré à gré ofgeschloss ass gin, mä datt mer e Choix gemat hun teschend de Spezialisten vum Beton armé. Ennert dénen ass eng Submissio'n gemat gin, an de bellegste Submittent huet d'Arbecht kritt.

Wat d'Objektio'n vum Här Bodson ubelängt, datt d'Hangaren aus Beton sin, do kann ech em soen, datt dat net geschitt ass op den Avis vum Schaffnesch Robert, vum Ministre des Transports, mä op den Avis vum Techniker, de' der Mënong sin, datt haut d'Flugzeughalen aus Béton précontraint an net aus Eisebeton solle gin. Wann e Brand entstët, dann effondre'ert eng Eisekonstruktio'n sech e'schter, well se sujette à l'échauffement ass, wat bei engem Hangar aus Beton net de Fall ass.

M. Bodson. Alors les Anglais doivent être des imbéciles s'ils continuent à construire des hangars en béton armé.

M. Schaffner, Ministre des Transports. Mir hun net nemmen den Avis vun engem Spezialist gefrot, mä mir hun ons an England, a Belgien an a Frankreich emfrot. Wann der emol a Belgien no Melsbroek kommt, da kuckt der iech emol den Hangar un, den ass och aus Béton précontraint.

Wat d'Fro ubelängt, fir wat d'Luxemburg Airlines net schon de Service opgeholl hun, do kann ech iech dat elei soen. Dat ass de Fall, well eben d'Erfarong ergin huet, datt de' S'recken Letzeburg-Bre'ssel a Letzeburg-Pareis eso' kleng sin, datt do d'Konkurrenz vum Auto asetzt, an datt mer net könne mat 20 Perso'nen-Avion'en de Service rentabel gestalten, mä mat klengen, rapide Flugzeugen, de' bis zo' 7 Passage'er transporté'ere können. An et ass jo och nemmen den Trafik, dé mer hun. Mëschdens sin teschend 4 an 9 Client'en do, a mat engem klengen Avion ass den Trafik rentabel.

Wat d'Zukunft vun der Gesellschaft ubelängt, do huet den Här Bodson sech informe'ert, ob mer ons Pflicht gemat hätten, fir aner Gesellschaften heihinner ze draine'eren. Mir si mat sämtleche Gesellschaften a Kontakt getratt, de' ons geschengt hun, interessant ze gin, an eng Parti dervun huet sech den Aeroport vu Letzeburg als è vun dénen Aerodromen virgemirkt, de' se an Zukunft wëllen ufle'en. Mä eso' lang we' d'Mesures de sécurité net komplett sin, könne mer déne Leiden de' Garantien net bidden, de' fir d'Aeroport'en 2ter Klass, ewe' Letzeburg, virgeschriwe sin. Et kann en net en Aeroport, wat nach en halwe Chantier ass, recommandé'eren, we' wann e ferdeg wär. Ech gin der Chamber d'Versecherong, datt mer ons all Me' gin, den Aerodrom vu Letzeburg technesch eso' auszustatten, datt en der Aviation civile wirklech Dengschter lëschte kann, an datt en och eso' echer ass, datt d'Pilote gëren no Letzeburg kommen, well se ebe gutt bedengt gin, sief et vum Buedempersonal, sief et durch d'technesch Installatio'nen.

Den Här Bodson huet nach eng Objektio'n gemat a gesot, d'Leit vum Flughafen wäere bedru gin, si hätte Klass Vb versprach kritt an elo krite se nemme Klass Va. Ech hun a mengem Liewe kengem Mensch eppes versprach.

M. Bodson. Ech gin iech Akt dovun.

M. Schaffner, Ministre des Transports. Ech bidden d'Chamber, den Text eso' unzehuelen, we' e vum Conseil d'Etat eremko'm.

M. Bodson. Je voudrais dire deux mots de réponse. Je ne sais pas, si M. Schaffner m'a bien compris, mais en tout cas avec le brouillard qui existe parfois à l'aérodrome, un certain brouillard s'est étendu sur ses explications. D'abord, je n'ai pas du tout dit, qu'il y avait toujours du brouillard. J'ai simplement dit qu'il y en avait beaucoup, et si un autre aérodrome en Belgique en a davantage, tant pis pour lui. Mais il est incontestable et incontesté qu'en d'autres emplacements — et je ne rends pas M. Schaffner responsable de ce fait, quand je parle de la possibilité qu'il y avait d'installer l'aérodrome à Filsdorf — il y aurait eu moins de brouillard. J'ai porté la responsabilité du brouillard sur les forêts environnantes. Je n'ai pas non plus dit que l'herbe poussait sur les pistes, mais qu'il serait dommage qu'à l'avenir par la décroissance du trafic l'herbe y pousserait. Nous avons une

installation et c'est pourquoi je désire qu'on fasse tout son possible pour qu'elle serve effectivement aux fins voulues.

M. Schaffner me fait également savoir qu'il y a eu une soumission restreinte, c'est-à-dire une soumission entre les spécialistes du béton à Luxembourg. Or, je me demande d'abord pourquoi on n'a pas mis à l'étude la question de savoir ce qui est préférable, soit une construction en acier ou une construction en béton, et ensuite de faire comme il doit être fait, c'est-à-dire de procéder par une soumission ouverte à tout le monde et non pas seulement à deux spécialistes en béton.

M. Schaffner, Ministre des Transports. Il y en avait 10.

M. Bodson. La soumission restreinte est et restera toujours un scandale, parce que de cette façon vous écarterez les autres soumissionnaires et vous limiterez votre soumission à quelques-uns seulement, et cela est contraire à l'intérêt public.

Quant à la piste de 1500 mètres, je voudrais vous dire que je suis au courant que de l'autre côté de la petite rue et vers la vallée on a étendu la piste sur 200 m, mais c'est ce qu'il y a de plus dangereux pour un avion atterrissant dans la direction de la ville de Luxembourg et allant avec un peu d'élan vers le bout de la piste. Il ne saura pas échapper à un

désastre, s'il rate de peu la piste, puisque immédiatement à la fin de la piste il y a l'abîme, c'est-à-dire le parc St. Hubert. La prolongation de la piste ne devrait pas se faire de ce côté-là.

M. Schaffner, Ministre des Transports. Elle se fait des deux côtés, parce que de l'autre côté nous n'arrivons pas à une prolongation de 200 mètres.

M. Loesch. M. le Ministre pourrait peut-être nous inviter à une visite de l'aérodrome afin de nous mettre à même de discuter en connaissance de cause.

M. Jacoby. Très bien !

M. Bodson. Quant au classement au groupe Vb, ce classement avait été promis. Si M. Schaffner dit actuellement qu'il n'a jamais rien promis, je devrai lui dire que tel n'est pas le cas.

M. le Président. La discussion générale est close. Demain, à l'ingrès de la séance, nous passerons au vote. Je propose de fixer l'ouverture de la séance publique à trois heures, parce que la section centrale, qui a été convoquée pour 2½ heures, aura à faire pour une demi-heure.

Prochaine séance publique demain à trois heures.

La séance est levée.